_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:11 AM Page 1

Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

FINANCEMENT UNIVERSITAIRE

EST-CE MIEUX AILLEURS ?

• 5 MODÈLES ÉTRANGERS
• 4 PISTES DE RÉFLEXION POUR LE QUÉBEC

DOSSIER PAGES 8 À 11

www.quartierlibre.ca

QUARTIER LIBRE - Vol. 15 • numéro 8 • 5 décembre 2007

CAMPUS

Référendum de la FAÉCUM : Beaucoup de bruit pour rien ?

Page 5

SOCIÉTÉ

Dossier généalogie
Arbres et racines

Pages 16 à 18

CULTURE

Première édition d'un festival du film brésilien

Page 21

Gigognes
Des poupées russes au Cheval Blanc

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:11 AM Page 2

Des services aux étudiants aux quatre coins du campus!

Kevin Bélanger
Coordonnateur aux finances et services
Fédération des associations étudiantes
du campus de l'Université de Montréal

Le développement de services par l'intermédiaire du site Web et des comptoirs multiservices de la FAÉCUM est une priorité qui sera davantage mise de l'avant cette année. Cela aura un impact sur l'amélioration des services ainsi que sur les communications de la Fédération.

Des services en ligne

Le campus de l'Université de Montréal est le plus vaste de la province, avec une occupation au sol s'étendant sur trois stations de métro. Une des conséquences de l'étalement du campus est l'absence de points de rencontre centraux sur le campus, au profit de plusieurs petits lieux de rassemblement. Ainsi, pour la Fédération, il est difficile d'avoir de la visibilité, d'offrir des services à tous ses membres et de se développer rapidement. Puisqu'on peut établir un parallèle entre cette situation et la mondialisation, il fut imaginé qu'Internet, réussissant à unir des peuples à travers le monde, pourrait parvenir à rassembler les membres à travers le campus.

Nous souhaitons mettre en ligne le plus de services possibles afin d'en simplifier l'utilisation et d'en accroître l'accès pour les étudiants. Ce choix témoigne d'une vision à long terme, car force est de constater que pour assurer la mise en ligne graduelle, il faut initialement établir une base informatique qui facilitera les ajouts au cours des ans.

Depuis le début de l'année, nous avons déjà ajouté quelques services en ligne sur le site Web de la FAÉCUM :

	Jean-Brillant	J.-A.-DeSève	Marie-Victorin	Roger-Gaudry
Informations générales sur les services de la FAÉCUM	×	×	×	×
Renseignements et formulaires pour les assurances ASEQ	×	×	×	×
Photocopies et impressions (noir et blanc)	×		×	×
Photocopies et impressions (couleur)	×			
Numérisation	×			
Envoi et réception de télécopies	×	×	×	×
Kiosque de livres usagés	×			×
Accès libre à Internet	×			×
Prêt de vaisselle	×		×	×
Vente de *Diva Cups*	×	×	×	×
Vente de tasses et de bocks réutilisables	×	×	×	×
Vente de titres de transport en commun de la STM	×	×	×	×
Vente de billets d'activités socioculturelles	×	×	×	×
Vente de billets pour les parties des Carabins (football)	×		×	×
Vente de voyages	×	×	×	×
Distribution du *Guide étudiant*	×	×	×	×
Distribution du *Guide du consommateur responsable*	×	×	×	×
Nouveau!				
Cartes d'appel interurbain et cartes prépayées pour téléphones cellulaires	×	×	×	×
Vente de timbres et d'enveloppes	×	×	×	×

• Kiosque de livres usagés
Le kiosque de livres usagés en ligne est, en fait, un inventaire complet des titres disponibles aux comptoirs multiservices des pavillons 3200, rue Jean-Brillant (sciences humaines et sociales) et Roger-Gaudry (sciences pures et de la santé). Pour mettre un livre en vente, vous n'avez qu'à l'amener au bon comptoir multiservice. Ainsi, les livres usagés disponibles à ces deux kiosques sont vendus et achetés par des étudiants de l'Université de Montréal. Grâce au service en ligne, vous pouvez effectuer vos réservations. Il ne vous restera plus qu'à passer au bon comptoir multiservice pour compléter votre achat, durant les heures d'ouverture, soit du lundi au jeudi de 9 h à 17 h, et le vendredi de 9 h à 16 h.

N'hésitez pas à venir y vendre les livres dont vous n'avez plus besoin ou à consulter l'inventaire en ligne pour réduire vos frais en début de session!

• Petites annonces
La FAÉCUM offre un nouveau service en ligne de petites annonces. Méconnue, cette plate-forme Web vaut la peine d'être exploitée. Vous pouvez y vendre tout ce que vous voulez, y annoncer un appartement à louer ou encore un chat à donner!

• Bourses et subventions
Étant donné le succès de nos programmes de bourses et subventions, nous avons la volonté de continuer dans la même voie et de rendre plus accessibles ces programmes par des formulaires en ligne.

De surcroît, le site Web joue un rôle crucial dans la communication des événements socioculturels et politiques, faisant de lui un ajout primordial dans la métamorphose de la Fédération au cours des cinq prochaines années.

Des services… en personne!

Même si l'objectif principal demeure l'instauration d'une base informatique, la FAÉCUM ne chôme pas quant à l'amélioration des services dits traditionnels! Ainsi, les services offerts aux comptoirs multiservices bénéficieront grandement de la mise en ligne. En effet, les produits disponibles (tasses et bocks réutilisables, Diva Cups, photocopies et impressions, etc.) sont méconnus et sous-utilisés, ce à quoi un site Web plus accessible contribuera à remédier. Par ailleurs, l'ajout de postes informatiques et la refonte de la publicité des comptoirs sont également à l'ordre du jour.
Les commis des comptoirs multiservices vous offrent de nombreux services, profitez-en!

FAÉCUM

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal regroupe, par l'intermédiaire des associations départementales et facultaires, les étudiants de premier cycle et de cycles supérieurs de l'Université de Montréal. Plus de 30 000 membres sont aujourd'hui représentés par 81 associations étudiantes sur le campus. La mission de la FAÉCUM est de défendre et de promouvoir vos droits et intérêts au sein de l'Université et à l'extérieur de ses murs.

Votre Fédération a été fondée en 1976 par la volonté des étudiants de se doter d'une organisation efficace pour défendre et promouvoir leurs droits et leurs intérêts. Aujourd'hui, sa mission fondamentale s'est adaptée aux nouvelles réalités.

C'est à travers la FAÉCUM que vous pouvez faire valoir votre opinion à l'ensemble de la communauté universitaire et étudiante concernant votre formation ainsi que vos conditions de vie et d'études.

Grâce à une entente avec le Quartier libre, la FAÉCUM dispose de cette page à chaque édition pour vous informer de ses activités et des avancées sur les dossiers qui vous touchent. Vous retrouverez donc dans chaque édition du Quartier libre un ou plusieurs textes signés par les officiers de la Fédération, vos représentants élus.

Pour en savoir plus sur votre Fédération,
ses officiers et les mandats qui leur sont confiés,
visitez son tout nouveau site Web :
http://www.faecum.qc.ca.

Pour des idées d'articles ou des commentaires sur ce texte, écrivez à redaction@faecum.qc.ca.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:11 AM Page 3

À LA UNE

Cette semaine, *Quartier Libre* a jeté un œil sur les systèmes d'éducation post-secondaires de certains pays étrangers. En ces temps de pseudo-mobilisation étudiante contre le dégel libéral, nous avons voulu connaître les autres modèles de financement des universités, car il est parfois utile de regarder de l'autre côté de sa clôture pour critiquer, ou vanter, son chez-soi. Dans cette perspective, il nous a semblé pertinent de présenter les différentes alternatives sur lesquelles planche la FEUQ. Parce que toute critique doit être constructive.

Dossier : pages 8 à 11

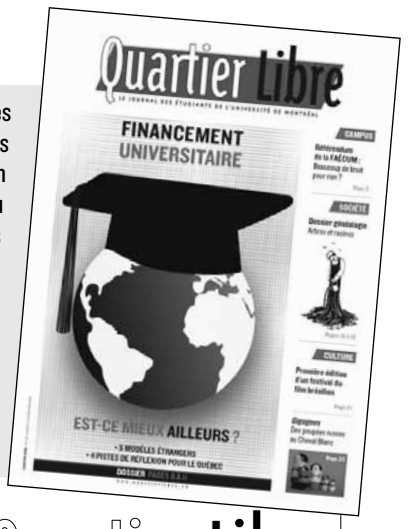
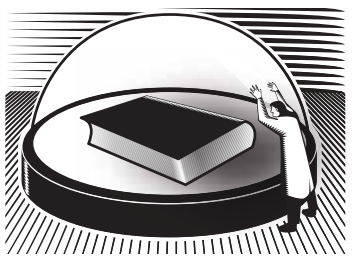


ILLUSTRATION DE LA UNE : CLÉMENT DE GAULEJAC

SOMMAIRE

CAMPUS

La chronique de Maude L'Archevêque : p.5
Référendum en folie : p.5
Latendresse sous-marine: p.6
Dossier plan directeur des espaces :
Les associations étudiantes réticentes : ... p.7
Obstacles multiples : p.7



DOSSIER FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS DANS LE MONDE :
Gratuité scolaire à la sauce suédoise : p.8
Pot-au-feu bicéphale en France : p.8
Moins de frais de scolarité,
plus de Guinness : p.9
Le PPP au bout des baguettes : p.10
Super size me : p.10
Poutine de solutions : p.11
Manif contre le dégel : p.12
Petit panier noël : p.12
Tête chercheuse : p.13

SOCIÉTÉ

Travailleuse des égouts ..... p. 14

Courrier des lecteurs ..... p. 15
Les mormons ..... p. 16
La généalogie du futur ..... p. 17
Le business de la généalogie ..... p. 18

MONDE

Zimbabwe isolé ..... p. 18
Élections en Thaïlande ..... p. 19
Les menteurs ..... p. 20
Manif de droite p. 20

CULTURE

Cinéma : Un premier festival brésilien ..... p. 21
Chronique documentaire :
Le dernier continent ..... p. 21
Exposition : Des Gigognes au
Cheval Blanc ..... p. 22
Lecture : Treize nouvelles vaudou ..... p. 22
École nationale de cirque :
Portes ouvertes sur un art en évolution ... p. 23
Chronique Internet : Found ..... p. 24
Chroniques Musique :
Les Chiens, Gorillaz ..... p. 24
Café Chaos : Une fermeture imminente ? .. p. 25
Chronique BD : Danger Public ..... p. 26
Chronique théâtre :
Le père Leonida et la création ..... p. 26
Bibliothèque pittoresque :
BD à emprunter ..... p. 26
La page BD du QL ..... p. 27

Quartier Libre

DIRECTRICE ET RÉDACTRICE EN CHEF
Rachelle Mc DUFF - info@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Thomas Gerbet
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Marie Dauverné, Francis Desharnais, Pascal Girard, Martin Vidberg

JOURNALISTES
Alexandre Cayla, Gabrielle Charbonneau, Larra Charles, Alexandra Duranceau, Pascal Émond, Normand Forgues-Roy, Marie-Michèle Giguère, Nicholas Lavallée, Maude L'Archevêque, Dominique Lemieux, Benjamin Léon, Valérie Manteau, Yoan Marier, Laure Martin, John Michael, Sarrah Osama, Alexandra Roy, Mathieu Séguin, Valérie Simard, Constance Tabary, Anaïs Valiquette L'Heureux, Katerine Verebély, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Mélanie Côté et Vincent Riendeau

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
7/24 Marketing inc (514-392-2905)
www.724marketing.ca
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com

ADJOINTE ADMINISTRATIVE
Van Thanh Ho Tong

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de l'Agence de presse étudiante mondiale (APEM - www.apetudiante.info)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
9 janvier 2008
PROCHAINE TOMBÉE
3 janvier 2008

ÉDITO

Dossier sur le financement universitaire

AUDI ALTERAM PARTEM

Rachelle Mc DUFF
En collaboration avec Clément SABOURIN

Imaginez une société utopique où le système d'études postsecondaires soit gratuit et accessible à tous. Et ce, dans un pays où se faire soigner ne coûte rien tout en ne payant presque aucune taxe sur les produits et services et peu d'impôts. Parce qu'il subsiste un débat de société entourant l'accessibilité aux études – gel ou dégel des frais de scolarité, gratuité scolaire, refonte du système de prêts et bourses – *Quartier Libre* s'est demandé s'il existait, quelque part, un système idéal d'éducation postsecondaire (en se focalisant sur les universités). Dans un dossier (voir pages 8 à11), QL veut comparer différents modèles de financement universitaire [des institutions et des étudiants] à travers le monde. L'une des intentions d'une telle démarche est d'analyser l'accessibilité aux études supérieures, qui est l'un des enjeux majeurs de toutes discussions sur le financement universitaire. Une question est d'ailleurs récurrente : est-ce mieux ailleurs ?

Après maintes rencontres avec des experts spécialisés dans divers domaines et en lisant plusieurs rapports sur le financement des universités et des études à travers le monde, *Quartier Libre* dresse un constat : il est très difficile, voire presque impossible de prétendre qu'un système est meilleur qu'un autre. Au mieux, peut-on pointer les plus mauvais. Tenter de comparer des systèmes d'éducation en ne tenant compte que de certains facteurs – économiques, politiques, sociaux - implique qu'on ne comprend pas qu'il existe des logiques et des attentes, étatiques et populaires, différentes. Il est primordial de voir les systèmes dans leur ensemble. On ne peut, par exemple, analyser l'accessibilité aux études sans prendre en considération des obstacles pédagogiques, financiers, motivationnels et informationnels.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Est-ce que l'accessibilité universelle aux études postsecondaires est possible ? Pour pouvoir répondre à cette question, il faut d'abord se demander pourquoi certains ne poursuivent pas d'études universitaires. La raison la plus souvent évoquée est le sous-financement étudiant ou le coût élevé des études. Ce qui est vrai. Cependant, le contingentement d'un programme universitaire par des notes préalables reste un obstacle pour un étudiant désireux d'étudier. Cela, sans différenciations du milieu socio-économique d'où il vient. Certains programmes ne seront jamais accessibles à tous. Sans oublier que des études qui s'échelonnent sur huit ans, ne constituent pas la tasse de thé de tout un chacun.

Lorsque l'on traite d'accessibilité aux études postsecondaires, le mouvement étudiant et les politiciens ont tendance à tenir compte d'éléments qui serviront leur dessein en omettant les détails leur nuisant. Par exemple, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) prône la gratuité scolaire. Mais comment allons-nous financer des étudiants et des universités qui voudraient être compétitives, dans un pays comme le Canada où il existe un système de santé gratuit et universel et où l'on tente d'alléger le fardeau fiscal des contribuables ? Quant aux Libéraux de Jean Charest, ils n'ont pas encore réussi à concevoir un programme de prêts et bourses égalitaire et fonctionnel qui pourrait pallier le dégel des frais de scolarité.

Quartier Libre n'a pas la prétention de faire une analyse exhaustive de l'accessibilité aux études, car il laisse de côté, par exemple, les aspects sociologiques expliquant le manque de motivation à poursuivre des études. Mais il faut retenir qu'il n'existe pas de modèle exemplaire incitant à faire des études universitaires. Si l'on en veut un viable et de qualité, il faut avoir une vision globale du système d'éducation et de la société. De plus, il est absolument capital que le gouvernement soit plus ouvert à entendre les revendications étudiantes et que les acteurs du mouvement étudiant soient plus réceptifs aux propositions des politiques. C'est pourquoi, nous demandons au gouvernement de Jean Charest d'entendre la contestation qui anime les campus depuis plusieurs mois. Non pas pour regeler les frais de scolarité *sine die*, non. Seulement pour lancer un vaste débat dans la société québécoise : quelle enseignement universitaire voulons-nous et quels moyens nous donnons-nous pour y parvenir ? Les associations étudiantes (la FEUQ notamment, voir p. 11) ont récemment tendu la main. À M. Charest de la saisir.

Audi alteram partem (Écoutez l'autre partie).

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:11 AM Page 4

Des nouvelles de la campagne...

Jocelyn Caron
Coordonnateur aux affaires externes
Fédération des associations étudiantes
du campus de l'Université de Montréal

La campagne que mène la FAÉCUM contre le dégel des frais de scolarité tel qu'appliqué par le gouvernement Charest depuis septembre dernier nous a apporté son lot de nouvelles dernièrement.

Étude remise au ministère de l'Éducation au sujet du dégel des frais de scolarité

Bien avant de procéder au dégel des frais de scolarité en juin dernier, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, commandait une évaluation des impacts possibles du dégel des frais de scolarité. Les conclusions de cette étude sont très éclairantes sur les effets du dégel en vigueur.

En effet, l'étude affirme qu'un dégel des droits de scolarité, comparable à celui que nous subissons actuellement, a des répercussions négatives sur l'accessibilité et sur les inscriptions à l'université. Pour l'auteur de l'étude, Mme Valérie Vierstraete, même si l'on prend en compte les déductions fiscales et l'aide financière aux études, il faut tout de même anticiper une baisse des effectifs de 6 000 étudiants en cinq ans, soit une diminution de près de 2,5 %. Elle reconnaît, de plus, que ces prévisions semblent conformes à ce que le Québec a connu dans les années 1990. Par conséquent, le dégel en vigueur aujourd'hui et pour les cinq prochaines années ramènerait le Québec dix ans en arrière en termes d'accessibilité aux études.

Le plus troublant dans cette histoire n'est pas que la ministre de l'Éducation ait quand même procédé au dégel des frais de scolarité malgré les mises en garde de l'étude, puisque le gouvernement Charest n'est pas reconnu pour sa vision à long terme dans le domaine. Le plus dérangeant est que Michelle Courchesne avait l'étude entre ses mains quelques jours avant de procéder à l'annonce du dégel, mais ne l'a rendue publique qu'en octobre dernier. En plus de faire fi des conclusions, en procédant tout de même au dégel, le rapport a été dévoilé tard cet automne, une fois le dégel complété. De cette façon, le gouvernement s'est évité bien des ennuis… mais a encore une fois manqué de transparence et d'honnêteté intellectuelle dans sa démarche décisionnelle.

Consultation sur un nouveau mode de contribution étudiante

La FAÉCUM, de concert avec ses associations membres, lancera au début de la session d'hiver une grande consultation sur les différents modes de contribution étudiante au financement des études.

En effet, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a récemment publié une recherche substantielle sur le sujet. Dans cette recherche, les scénarios de gratuité scolaire, d'impôt postuniversitaire, de remboursement proportionnel au revenu et d'indexation des frais de scolarité sont étudiés. Tous les enjeux reliés à ces différents modes de contribution étudiante sont explorés par la recherche. Toutefois, comme il s'agit d'une recherche et non d'un avis, le document ne propose pas de mode de contribution étudiante à privilégier.

Ainsi, la position à adopter sera déterminée par les associations étudiantes membres de la FAÉCUM au début de la session d'hiver 2008. Les associations étudiantes, par le mode décisionnel qu'elles choisiront, se positionneront sur le sujet. Ensuite, chaque association défendra sa position au sein des instances de la FAÉCUM et la position majoritaire deviendra celle de la FAÉCUM. Restez attentifs : la consultation viendra dans votre association étudiante!

La FEUQ a produit un résumé de l'ensemble des études d'impact produites pour le ministère de l'Éducation depuis l'été dernier.

Vous pouvez consulter ce résumé ainsi que la recherche sur les modes de contribution étudiante au financement des études dans la section « Documents », sous la rubrique « Autres publications », sur le site Web de la FAÉCUM à www.faecum.qc.ca. Nous vous invitons aussi à visiter le site Web de la FEUQ pour prendre connaissance des enjeux nationaux liés à l'éducation postsecondaire à www.feuq.qc.ca.

Évaluation de l'enseignement

Eric Peters
Coordonnateur aux affaires
académiques de premier cycle
Fédération des associations étudiantes
du campus de l'Université de Montréal

En tant qu'étudiant, nous nous faisons évaluer plusieurs fois chaque session pour démontrer notre compréhension de la matière qui nous est enseignée. Au moins une fois par session, nous avons la chance d'évaluer nos enseignants à notre tour. L'évaluation sert à donner un portrait général de ce que l'on pense de l'enseignement qui nous est dispensé. Selon la Politique relative à l'évaluation de l'enseignement, le but de l'évaluation est d'améliorer l'enseignement et favoriser chez l'étudiant un meilleur apprentissage. Ainsi, ces évaluations peuvent couvrir un large éventail de sujets allant de la méthode que l'enseignant utilise pour présenter sa matière à la qualité de la langue et à la charge de travail du cours.

Il est primordial de bien prendre le temps de remplir ces évaluations pour améliorer la qualité de l'enseignement qui sera dispensé aux futurs étudiants de l'enseignant. Le processus nous permet de donner notre opinion, et il est clair qu'il faut s'en servir.

Qu'est-ce que l'évaluation en cours de session et comment se différencie-t-elle de l'évaluation de fin de session?

Présentement, tous les cours de premier cycle de l'Université se font évaluer à la fin de la session par les étudiants qui l'ont suivi. Cette évaluation, qui est statutaire et qui sert à la promotion des professeurs, se fait dans un cadre réglementaire relativement strict et uniformisé à travers l'établissement. Toutefois, depuis 2001, la FAÉCUM travaille à l'instauration d'une évaluation en cours de session. Cette évaluation, qui peut prendre différentes formes dépendant du département ou de la faculté où elle a lieu, sert à créer un dialogue entre les étudiants et l'enseignant pendant que les opinions véhiculées peuvent encore avoir un impact sur la session en cours.

Cette année, la FAÉCUM prône un modèle d'évaluation orale dans lequel les étudiants se mettraient d'accord sur un certain nombre de commentaires sur l'enseignement dispensé; cette liste de commentaires serait alors transmise au professeur tout de suite après la discussion. Ce processus, qui est beaucoup plus léger qu'une évaluation écrite, rendrait le tout plus facile à administrer et ainsi, augmenterait les possibilités d'implantation. Pour assurer la confidentialité des commentaires émis par les étudiants, nous considérons qu'il est important que le professeur ne fasse pas partie de la discussion et ainsi, ne reçoive que les résultats.

Nous souhaitons attirer votre attention sur deux faits importants quant à l'évaluation de fin de session :

- Les résultats d'évaluation de fin de session ne sont présentés au professeur qu'après la remise des notes d'un cours; c'est pourquoi une évaluation ne peut jamais avoir d'impact sur la note qui vous est octroyée dans un cours. De plus, ces évaluations sont tout à fait anonymes. L'enseignant recevra les commentaires écrits à l'arrière du formulaire, mais sans voir les notes qui sont reliées à ces commentaires. Alors, soyez honnête dans vos commentaires tout en restant constructif.

- Les évaluations ont un véritable impact sur les promotions des professeurs. Pour cette raison, il vaut la peine de prendre le temps de bien les faire. Les réponses aux questions à choix multiple sont directement incluses dans le dossier des professeurs. De plus, la vaste majorité des enseignants sont intéressés à savoir ce qu'on pense de leur enseignement et l'utilisation des commentaires est un moyen clé pour transmettre de l'information.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 5

OPINION :

Faible participation au référendum

DU MOUVEMENT, ÉTUDIANTS !

Maude L'ARCHEVÊQUE

Il n'y a pas grand chose à conclure des résultats du référendum qui s'est tenu au début du mois de novembre sur le campus de l'Université de Montréal. La question qui suscitait le plus d'intérêt avant l'annonce des résultats était probablement celle sur le dégel des frais de scolarité – assez, selon certains, pour faire angoisser le président de la FEUQ qui ne connaissait pas les résultats du référendum et organisait une manifestation « nationale » le lendemain du dévoilement des résultats.

La possibilité qu'un mouvement déjà léthargique soit affaibli par un vote enthousiaste des étudiants de l'UdeM en faveur du dégel des frais de scolarité était tout de même non négligeable.

Finalement, les étudiants membres de la FAÉCUM, du moins ceux qui ont voté, ont manifesté leur désaccord avec le dégel du gouvernement Charest dans une proportion s'approchant des deux tiers (66,4 %). Au grand soulagement de plusieurs personnes parmi celles qui auront à défendre ces positions au nom des étudiants, il va sans dire.

Cependant, ce qu'exprime surtout le résultat référendaire sur le dégel des frais de scolarité, c'est l'indifférence des étudiants à cette question – et aux autres. Seuls 6 812 étudiants, soit 20,76 % des membres de la FAÉCUM, se sont prévalus de leur droit de vote. Ce qui signifie que sur 32 810 étudiants membres de la FAÉCUM, seuls quelque 4 486 s'opposent assez au dégel des frais de scolarité pour prendre la peine de remplir un coupon et de le mettre dans l'urne.

Ainsi, si la FAÉCUM et le mouvement contre le dégel ne perdent pas la face avec ce 66,4 % très respectable, le gouvernement peut bien rire dans sa barbe et maintenir le dégel des frais de scolarité avec l'indifférence qu'il a démontré depuis qu'il a annoncé cette mesure.

Voter contre le dégel au référendum était le geste le plus facile à poser qu'un étudiant paresseux contre le dégel aurait pu faire. On peut donc supposer que tous ceux qui sont assez mollement contre le dégel des frais de scolarité, qui n'ont pas envie d'aller dans les manifestations parce qu'ils ont autre chose à faire, bref, tous ceux qui sont « démobilisés » pouvaient poser ce geste simple et voter.

Il serait alors assez facile de conclure que les étudiants sont peu intéressés par leurs frais de scolarité, le transport en commun ou la politique linguistique de l'Université.

Or, les résultats référendaires pourraient aussi dénoter l'indifférence des étudiants face à la FAÉCUM plutôt que face à ces questions. Peut-être les étudiants étaient-ils peu intéressés à participer à un vote qui aurait, finalement, assez peu d'effets directs sur la réalité.

Si les officiers de la FAÉCUM peuvent ensuite porter ces dossiers et, éventuellement, peut-être, dans certains cas, les transformer en gains, il n'en demeure pas moins qu'il y a quelque chose d'un peu absurde de se donner tout le mal d'un référendum pour, tout simplement, prendre position en tant que groupe d'étudiants.

Peut-être.

Mais il y a des gens qui prendront les voix de ces quelque 6 000 étudiants et prendront la parole au nom de 33 000. S'abstenir, c'était laisser une minorité décider de ce que les étudiants membres de la FAÉCUM croient à leur place. Et, ce faisant, ils ôtaient un peu de légitimité à la voix de ces 6 000 qui avaient décidé de bouger, de faire quelque chose, de voter.

Cette chronique a pour nom *Du mouvement, étudiants!* C'est la chef de pupitre culture de *Quartier Libre* qui a eu l'idée de ce nom. Elle ne croyait sûrement pas si bien dire. Aujourd'hui, dans tous les sens, dans n'importe quelle direction, je vous demande, je vous supplie, du mouvement, étudiants !

Référendum étudiant à l'UdeM

NON AU DÉGEL DES FRAIS DE SCOLARITÉ, NON À LA HAUSSE DE COTISATION DE LA FAÉCUM

Les résultats du référendum tenu à l'Université de Montréal entre les 5 et 16 novembre ont été dévoilés le 21 novembre. 51,5 % des étudiants ont refusé la hausse de cotisation de 4,5 $ demandée par la FAÉCUM. Elle conserve néanmoins le soutien de ses membres, qui ont voté aux deux tiers contre le dégel des frais de scolarité *« tel qu'appliqué depuis le mois de septembre par le gouvernement de Jean Charest »*.

Clément SABOURIN

Il a manqué 77 voix pour que la radio *CISM* obtienne la hausse de cotisation qu'elle demandait (de 2 à 3 $). L'autre média étudiant, *Quartier Libre*, a par contre, par 116 voix, obtenu une hausse (de 1 $ à 1,50 $). Ces deux questions ont nécessité un recomptage, l'écart entre « oui » et « non » étant inférieur à 2 %.

Enfin, c'est avec une grande majorité (67, 8 %) que la halte-garderie Le Baluchon voit son augmentation acceptée, de 1,25 $ à 2,50 $.

Les 32 810 membres de la FAÉCUM, qui représente 81 associations du campus, étaient appelés à se prononcer sur sept questions. Seulement 6 812 d'entre eux ont voté, soit un taux de 20,76 %. Le quorum est néanmoins atteint, puisqu'il requiert 10 % de participation. Lors de la dernière consultation étudiante, tenue en 2001, le taux de participation avoisinait les 25 %.

En outre, les étudiants se sont prononcés en faveur de l'établissement de « *mesures coercitives encadrant la maîtrise du français par le corps professoral* » (82,9 %) et à l'établissement d'un projet d'une cotisation obligatoire permettant l'accès gratuit au réseau de la STM (80,2 %).

À l'issue du Congrès spécial devant entériner les résultats du vote, Julie Bouchard, la secrétaire générale de la Fédération, a déclaré à *Quartier Libre* être « *extrêmement satisfaite que tout se soit bien passé* ». À propos du rejet de la hausse de cotisation de la FAÉCUM, elle a estimé que « *les étudiants n'ont pas été inspirés par le projet de développement qui leur était proposé* ».

Pour que le référendum se tienne dans la plus grande impartialité, une directrice de scrutin indépendante a été recrutée. Deux observatrices extérieures, (la conseillère aux activités culturelles du SAÉ de l'UdeM ainsi que l'ombudsman de l'Université), n'ont déploré aucune irrégularité, saluant le « *professionnalisme* » et la « *neutralité* » avec lesquels le référendum s'est tenu.

Les 24 bureaux de vote qui ont été aménagés durant les dix jours de scrutin ont coûté 40 000 $ à la Fédération. La secrétaire générale a salué la mobilisation des 240 bénévoles qui ont œuvré au bon déroulement de la consultation.

77

Nombre de voix qu'il a manqué à CISM pour obtenir sa hausse de cotisation

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

On met l'accent sur l'anglais.

- **English Conversation**
  NIVEAUX 1a, 1b, 2, 3 et 4
  26 janvier au 12 avril
  Samedi de 9 h à 13 h

  NIVEAUX 2, 3 et 4
  30 janvier au 31 mars
  Lundi et mercredi de 16 h à 18 h 30

  NIVEAUX 2, 3, 4 et 5
  30 janvier au 31 mars
  Lundi et mercredi de 19 h à 21 h 30
- **Writing Workshop**
  22 janvier au 22 avril
  Mardi de 19 h à 22 h 15
- **Reading and Writing**
  22 janvier au 22 avril
  Mardi de 19 h à 22 h 15
- **Business English : Oral Communication**
  24 janvier au 24 avril
  Jeudi de 19 h à 22 h 15
- **Business Writing**
  26 janvier au 12 avril
  Samedi de 9 h à 13 h
- **Office Communication**
  24 janvier au 24 avril
  Jeudi de 19 h à 22 h 15
- **Scientific and Technical Writing**
  22 janvier au 22 avril
  Mardi de 19 h à 22 h 15

Hiver 2008

TEST DE CLASSEMENT OBLIGATOIRE
Date limite d'inscription : le 4 décembre
Téléphonez ou consultez le site Web pour savoir quels documents sont requis lors de l'inscription.
514 343.6090 1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca/langues/

Université de Montréal

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 6

HOCKEY SOUS GLACE À L'UdeM

20 h 10 : la piscine du CEPSUM est vide. Une pancarte attire l'attention : *« Activité en cours »*. Tout se passe en fait deux mètres plus bas, au fond de l'eau. Reportage en profondeur au cœur de l'équipe de hockey subaquatique de l'UdeM.

Thomas GERBET

Des bulles apparaissent à l'une des extrémités du bassin. Un tuba jaillit, suivi d'une tête, puis deux, puis trois. Ils sont finalement douze hommes et femmes grenouilles à sortir leurs visages masqués à la surface, après 25 mètres d'apnée. *« Vous allez maintenant faire trois longueurs en marsouins »*, lance René Potvin, l'entraîneur, avant d'enchaîner sur une remarque assassine adressée à l'une des joueuses : *« Je n'ai pas dit "canard", Élodie. »* C'est alors toute une faune sous-marine qui s'agite, ondule, plonge et remonte, pour respirer, quelques mètres plus loin. Vu d'en haut, cela ressemble à un aquarium à l'heure du repas. Vu d'en bas, c'est une véritable parade.

Octopush

Surnom donné au hockey sous-marin

Pour se joindre au groupe, il faut enfiler un gant de caoutchouc, qui servira à tenir le bâton de 30 centimètres utilisé pour pousser la rondelle au fond du bassin. Avec les palmes, le casque de protection pour les oreilles et le tuba, quasiment toutes les extrémités sont prolongées. Ce n'est pas pour rien que l'autre nom du hockey sous-marin est *octopush*, en référence à *octopus*, la traduction anglaise de pieuvre.

PHOTO : COURTOISIE OLIVIER MATHIEU

Pour se joindre au groupe, il faut enfiler un gant de caoutchouc, qui servira à tenir le bâton de 30 centimètres utilisé pour pousser la rondelle au fond du bassin.

Placés à six contre six, bâtons blancs contre bâtons noirs, les joueurs présentent des niveaux hétérogènes. Beaucoup s'agglutinent sur la rondelle, tête en bas, fesses en l'air ou ventre à terre pour les meilleurs, comme de voraces charognards. Dans cette jungle sous-marine, on peut entend des *« Let's go »* ou des *« Coli… »*.

Chez les blancs, il y a Antoine, bon joueur mais véritable requin. Il n'hésite pas à jouer du bâton sur les mains de ses adversaires. Sa présence légitime l'utilisation des gants. À ses côtés, il y a Mylène, la nageuse la moins douée du groupe. René lui reproche souvent de stagner entre deux eaux, ni au fond, ni à la surface, un peu comme un hippopotame. Les noirs ont eux aussi leurs spécimens, comme Jérémy, le phoque fougueux, rapide et vivace, mais qui dépense trop vite son énergie et passe son temps la tête hors de l'eau. Le bon joueur de hockey subaquatique doit être un dauphin, rapide, musclé et capable de retenir sa respiration pendant de longues secondes.

Aucun des joueurs ne présente le physique d'une baleine, mais beaucoup sont à bosses. Ce soir, c'est Antoine qui a fait les frais d'un coup de palme dans le visage. À 21 h 40, René annonce la fin de la séance. Il lance aux joueurs (dont certains ont bu la tasse) : *« Vous venez prendre une bière ? » « Moi je ne peux pas, j'ai des examens »*, répond Élodie. *« Des ex-am-ens, c'est quoi ça ? »*, ironise René. Décidemment, sous l'eau de l'Université de Montréal, on nage dans un tout autre monde.

Université d'Ottawa

Des études supérieures à la Faculté des arts et à la Faculté des sciences sociales

Ça part d'ici.

De généreux programmes d'appui financier :
La Faculté des arts et la Faculté des sciences sociales offrent un appui renouvelable de 15 500 $ à 18 000 $ par année.

• 50 programmes innovateurs • 470 professeurs-chercheurs

L'Université d'Ottawa se classe parmi les cinq premières universités canadiennes pour l'intensité de la recherche.

www.arts.uOttawa.ca
www.sciencessociales.uOttawa.ca
1 877 uOttawa 613-562-5700

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 7

DES GARANTIES POUR LES ÉTUDIANTS

Déménager à Outremont ? Cela n'enthousiasme guère les associations étudiantes concernées qui demandent certaines précisions.

John MICHAEL

D'ici 2020, le campus d'Outremont accueillera un vaste pavillon « de l'aménagement et des arts », lequel abritera les facultés de musique, d'architecture, d'architecture du paysage, de design industriel et d'urbanisme.

« *Les étudiants de design industriel et d'intérieur sont déjà à part du reste de l'Université* [La faculté de l'aménagement est située Côte Sainte-Catherine, à côté du HEC]. *Déménager à Outremont va accentuer cette réalité* », dit Olivier Plante, président de l'Association des étudiants de design industriel et d'intérieur de l'UdeM. Selon lui, le rectorat aurait plutôt dû choisir le terrain actuellement occupé par une forêt, soit à l'est du pavillon J.-A. De Sève et des résidences étudiantes, boulevard Édouard-Montpetit.

À l'inverse, Karine Bouchard, coordonnatrice à la vie étudiante de l'Association des étudiants en musique de l'UdeM, estime que ce déménagement est une bonne chose. Elle ajoute néanmoins un bémol : « *On a peur que la disponibilité et la qualité des salles de concert du nouveau pavillon ne soient pas aussi satisfaisantes que ce que nous avons maintenant* ». En outre, Mme Bouchard dit espérer que toutes les procédures du déménagement seront cette fois « *plus claires*».

INQUIÉTUDE POUR CERTAINS PROGRAMMES BIDISCIPLINAIRES

D'autres étudiants seront affectés par le déménagement : ceux du département de physique, situé au Pavillon Roger-Gaudry. « *Je pense que le déménagement sera bénéfique aux étudiants tant que les nouveaux locaux répondront aux méthodes pédagogiques utilisées en physique* », dit Simon Gélinas, vice-président aux affaires des cycles supérieurs de l'Association des étudiants et étudiantes de physique de l'UdeM. En plus de veiller au respect des exigences académiques, M. Gélinas dit vouloir conserver l'espace étudiant représenté par le café de physique, situé au quatrième étage du Pavillon Roger-Gaudry.

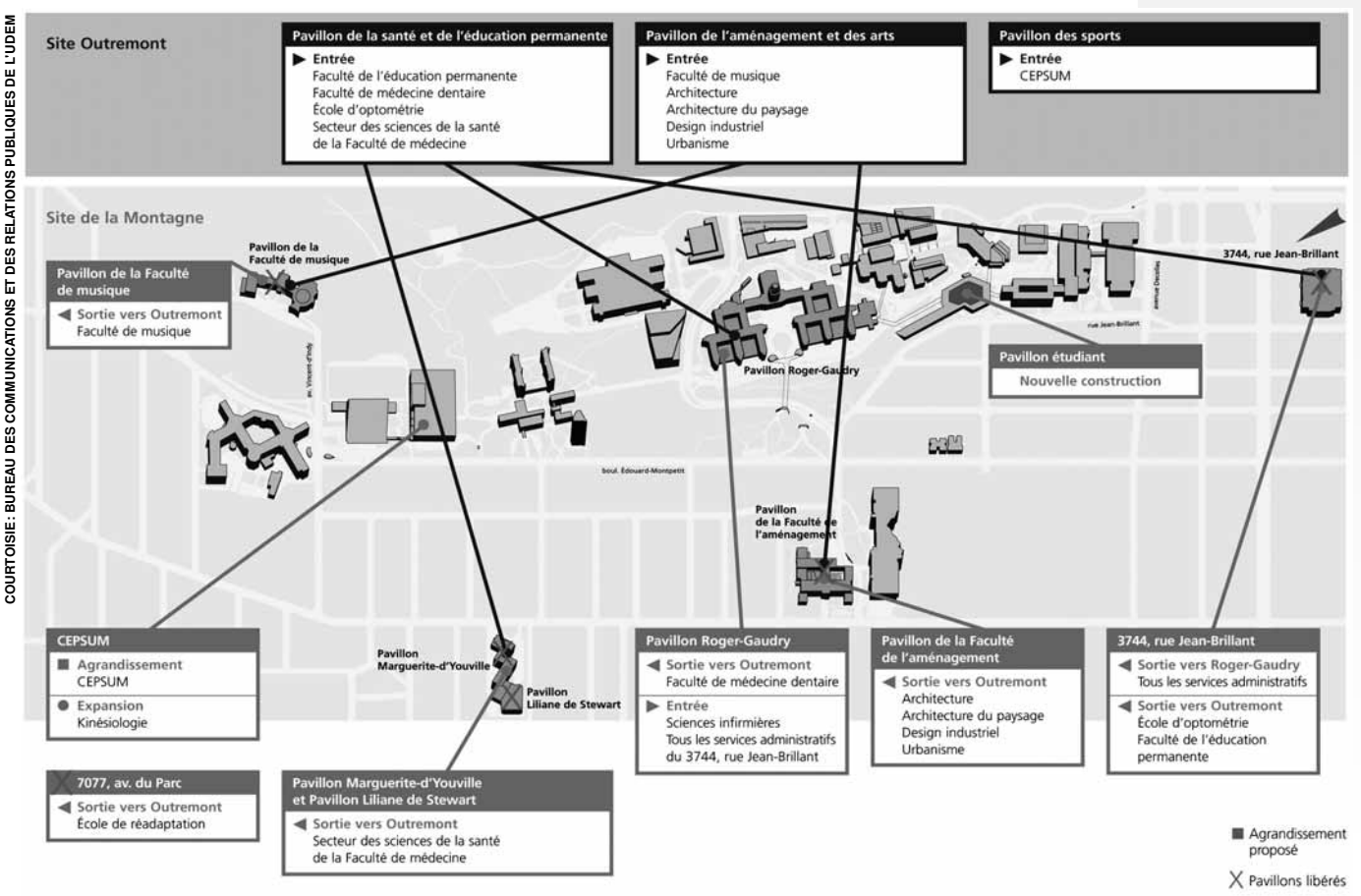
Ce dernier s'inquiète en outre du « *délai qui sera probablement engendré par les déménagements du département de physique* [Phase 1 du plan] *et ceux de mathématiques, d'informatique et de recherche opérationnelle* [Phase 2]. *Cela aura un impact sur les programmes bidisciplinaires de ces départements* ». Il espère que la direction de l'Université veillera à ce que le parcours académique des étudiants ne souffre pas de ces dérangements.

Les étudiants en médecine sont également concernés par le plan directeur des espaces, avec le déplacement à Outremont du secteur des sciences de la santé de la faculté de médecine, actuellement située aux Pavillons Marguerite-d'Youville et Liliane de Stewart.

En effet, l'association des étudiants et étudiantes de médecine est inquiète, comme l'explique son président, Mathieu Moreau : « *Avec la séparation du département des sciences de la santé sur deux campus, nous ne voyons pas comment l'interdisciplinarité nécessaire à notre formation pourra continuer à être enseignée* ». M. Moreau estime que cela revient à « *nier le travail amorcé en ce sens depuis plusieurs années* ».

PAVILLON ÉTUDIANT

Enfin, Mathieu Moreau explique que les étudiants en médecine regrettent que la construction d'un pavillon étudiant, au dessus du garage Louis Colin, ne soit pas davantage assorti de garanties. « *On trouve dommage que le projet de pavillon étudiant ne fasse pas l'objet d'un échéancier précis* », conclut-il.



COURTOISIE : BUREAU DES COMMUNICATIONS ET DES RELATIONS PUBLIQUES DE L'UDEM

PARCOURS À OBSTACLES !

Les 13 et 15 novembre derniers, des membres de la communauté universitaire ont pu commenter le nouveau plan directeur des espaces. Traçant les grandes lignes du redéploiement de l'Université de Montréal sur deux sites – sur le Mont-Royal et à Outremont –, le plan a été couvert d'éloges. Toutefois, certains obstacles externes pourraient entraver le projet.

Alexandre CAYLA

Le manque d'espace à l'UdeM est un fait bien connu. Actuellement, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) l'évalue à 42 000 m². Deux facteurs expliquent cet état de fait : l'augmentation des effectifs étudiants et le vieillissement des infrastructures. Aussi, depuis que le site de la Montagne a été déclaré patrimoine historique et naturel, l'expansion de l'Université sur son flanc est grandement limitée. C'est à la lumière de ces informations que le redéploiement sur les deux campus montréalais de l'Université prend tout son sens. Or, pour l'instant, le site d'Outremont est encore à l'état de projet : il doit être décontaminé, aqueducs, égouts, rues et viaducs doivent être construits et le financement du gouvernement fédéral se fait toujours attendre. Autant d'obstacles qui pourraient retarder la réalisation du projet.

Selon Pierre Simonet, vice-recteur à la planification de l'UdeM, les questions de financement ne posent pas vraiment problème. D'abord, parce que le projet est divisé en différentes phases : les investissements s'étaleront sur une vingtaine d'années. Ensuite, parce que les sources de financement existent et que les trois paliers de gouvernement reconnaissent l'importance du site d'Outremont. D'ailleurs, M. Simonet souligne que Québec est favorable au projet, que la décontamination du site est déjà financée et que la construction des aqueducs, égouts et routes seront pris en charge par la ville de Montréal.

Toutefois, à la Direction des immeubles de l'UdeM, on souligne que la contribution du gouvernement fédéral se fait toujours attendre. Selon M. Simonet, il est normal que le gouvernement fédéral ne se soit pas encore engagé : il lui fallait attendre un cadre de financement qui n'existait pas. « *Depuis que Chantier Canada* [ministère fédéral qui finance des infrastructures] *a été instauré, c'est chose faite*, explique le vice-recteur, *espérons qu'un ministre fédéral pourra nous confirmer l'engagement du gouvernement sous peu* ».

Il y a quelques semaines, le gouvernement libéral a déposé le projet de loi 44 modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Finances. S'il est adopté, il mettra en place de nouveaux mécanismes de contrôle sur les emprunts et les engagements financiers des organismes gouvernementaux, dont les universités. Selon Jacques Delorme, du ministère des Finances, cette loi vise à éviter que dans le futur, des dérapages comme celui de l'UQÀM ne se produisent plus. Ces mesures pourraient-elles devenir des contraintes supplémentaires ? M. Delorme croit que non, puisque le ministère des Finances effectuera surtout des vérifications financières : « *Maintenant, on aura des experts pour encadrer les dépenses et on sera au courant de ce qui se pratique* ».

À ce sujet, M. Simonet reconnaît que le contexte politico-social n'est pas parfait, mais que l'« *on ne contrôle pas les erreurs des autres* ». Celui-ci est toujours sûr que le projet se réalisera puisque « *le Québec ne peut pas se passer d'une université de recherche francophone et c'est l'Université de Montréal qui fait la plus grande part* ».

L'opposition au projet viendrait aussi du quartier lui-même. Un groupe de citoyens veut bloquer les démarches de l'Université. Actuellement, ils font circuler une pétition sur Internet (www.petition.garedetriage.qc.ca). Ils réclament que le dézonage demandé par l'Université ne soit pas accordé et qu'une « *véritable* » consultation publique évaluant tous les scénarios possibles pour le terrain soit organisée.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 8

EN SUÈDE, MÊME LES ÉTRANGERS PEUVENT BÉNÉFICIER DE LA GRATUITÉ SCOLAIRE !

Accès aux universités de l'État gratuitement, accent mis sur la recherche et l'innovation, programme d'aide financière aux étudiants, est-ce les nouvelles revendications de nos associations étudiantes? Non, bienvenue en Suède !

Mathieu SÉGUIN

Dans son rapport *Regards sur l'éducation 2007*, l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) indique que la Suède continue sa croissance dans le domaine de l'éducation supérieure. Actuellement, 37 % de la population âgée de 25 à 34 ans possède un diplôme de niveau universitaire alors que seulement le quart des individus de la génération de leurs parents a su faire de même (55-64 ans). De plus, cette hausse semble vouloir se poursuivre.

On peut certainement attribuer la croissance de la fréquentation des universités au fait que leur accès soit totalement gratuit pour les étudiants, quelle que soit leur nationalité.

En fait, l'essentiel du financement des 14 universités et des 22 institutions d'enseignement supérieur provient de l'État. Par contre, cet argent est attaché à des objectifs précis que l'institution doit atteindre sans quoi elle pourrait perdre une partie de son allocation.

Il existe aussi quelques instituts indépendants qui ne sont pas financés par l'État. Ils sont néanmoins assez peu nombreux, seulement 12 % du financement en éducation supérieure provient de fonds privés. Toutefois, ce nombre est en augmentation. Depuis 1995, la part du privé, quoique toujours modeste, a doublé.

La Suède offre aussi un programme d'aide financière aux étudiants via l'agence gouvernementale *CSN*. Pour obtenir un prêt il faut être considéré comme étudiant au moins à demi temps, et ce, dans un programme d'une durée de plus de trois semaines. De même, afin d'encourager le retour aux études, il est possible d'avoir accès à cette aide jusqu'à l'âge de 54 ans.

Généralement, les prêts sont de 1841 couronnes suédoises (SEK) par semaine (soit l'équivalent d'environ 275 $) et les bourses, de l'ordre de 623 SEK (94 $).

Il est même possible pour un citoyen d'un autre pays étudiant en Suède d'avoir accès à cette aide. Annuellement, 19 000 demandes de ce type sont acceptées.

Enfin, la Suède porte une grande attention à la recherche en éducation supérieure. Qu'un ministre ait comme responsabilité exclusive ces domaines, un autre s'occupant des autres facettes du monde de l'éducation, est certainement une bonne image de cet état de fait.

Plus concrètement, la Suède est un des deux seuls pays de l'OCDE, avec la Suisse, qui se démarque au niveau de l'investissement en recherche et en développement par étudiant. L'équivalent d'environ 7870 $ par étudiant est dépensé annuellement pour la recherche, soit 2,5 fois la moyenne de l'OCDE qui est de 3181 $ par étudiant.

Aussi, la Suède est un des quatre pays de l'OCDE à dépasser le cap des 2 % de diplômés au niveau du doctorat.

Par contre, selon Göran Blomqvist, directeur de la banque de la Suède de la fondation tricentenaire, le gouvernement s'est concentré au cours de la dernière décennie à augmenter le volume d'étudiants atteignant les études supérieures tout en réduisant constamment les ressources pour l'enseignement. Conséquemment, les professeurs ont moins de temps à consacrer à la recherche.

Concrètement, cette pression sur la recherche cause, notamment, un « taux de survie », c'est-à-dire le pourcentage de personnes qui entament et terminent un programme d'éducation supérieure, assez bas. Seulement 61 % des étudiants entrant à l'université obtiendront un diplôme alors que la moyenne de l'OCDE est de 70 %.

ÉGALITÉ DES CHANCES ÉLITISTE EN FRANCE

Le système universitaire français fonctionne suivant deux modèles qui, à priori, se complètent. D'un côté : les universités. De l'autre : les grandes écoles, comme HEC ou Sciences Po.

Stéphane WAFFO

« *On a un système très particulier en France* », explique Damien Ramage, étudiant à Sciences Po Paris et responsable des questions internationales à l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), la plus grande association étudiante du pays. D'une part, les universités sont publiques et accessibles à tous, tandis que pour les grandes écoles, une sélection à l'entrée est organisée. Certaines écoles sont privées et d'autres sont publiques. « *Les grandes écoles de commerce sont généralement privées et d'autres comme Polytechnique ou Sciences Po sont publiques* », poursuit le représentant de l'UNEF.

SYSTÈME ÉLITISTE

C'est aussi le constat que fait Éric Chassery, délégué national adjoint de l'UNI (Union nationale interuniversitaire), une autre organisation étudiante, qui se définit comme « *la droite universitaire* ». Selon lui, c'est un système sélectif « *puisque les élites vont vers les grandes écoles et le reste, à l'université* ». Pour M. Ramage, il s'agit là d'« *un système à deux vitesses* », avec d'un côté « *une sélection sociale* » et une sélection académique très forte, et de l'autre, « *le système universitaire avec 85 universités où l'on note un très fort taux d'échec* ».

SYSTÈME SOUS-FINANCÉ

Si les deux représentants s'entendent sur cette constatation, il en est autrement sur les causes du problème. Pour l'UNEF, on parle essentiellement de sous-financement des universités : « *D'une manière générale, les frais de scolarité en France sont très bas* [entre 450 $ et 750 $ l'année] *à l'université.* » Selon M. Ramage, « *L'État investit 13 000 euros* [19 000 $] *par étudiant par an dans le système des grandes écoles et seulement 6 000 euros* [8800 $] *par étudiant par an dans le système universitaire* ».

Du côté de l'UNI, la situation est analysée autrement. Partant du principe d'une égalité des chances où « *chacun aurait accès à l'éducation* », Éric Chassery pense qu'une façon de régler les problèmes serait de s'attaquer à la source. Ainsi, la réforme entreprise par l'État (suppression de la carte scolaire) et qui permettrait à « *n'importe quel élève d'aller à l'école publique de son choix sans être divisé par lieu de résidence de ses parents* » est un bon départ, pense M. Chassery. Il pense que le système actuel crée « *des ghettos de sous-instruction* ».

L'UNI reconnaît toutefois qu'il y a un problème de financement. Mais les promesses du gouvernement de 22 milliards de dollars sur cinq ans permettront selon eux d'endiguer le problème. Du côté de l'UNEF, si on reconnaît un investissement de « *l'équivalent d'un milliard d'euros* [1,5 milliards de dollars] *par an sur les cinq prochaines années* » pour les universités publiques, on estime que c'est le minimum compte tenu de la situation de sous-financement.

PRÊTS ET BOURSES

En France, il n'existe pas de prêts publics. Ce sont uniquement les institutions bancaires qui prêtent de l'argent aux étudiants. Un système de prêts et bourses comme celui du Québec n'est pas du tout dans les mœurs et « *d'ailleurs, personne n'en veut* », pense M. Ramage, de l'UNEF, association étudiante de gauche.

Il existe par contre plusieurs types de bourses : « *des bourses dites au mérite et des bourses sur critères sociaux* », explique Éric Chassery. L'État accorde des bourses allant « *de l'échelon zéro* (simple exonération des frais de scolarité) *jusqu'à l'échelon où l'État verse de l'argent* », comme le confirme Damien Ramage de l'UNEF. L'université peut aussi accorder des bourses, tout comme les conseils régionaux ou les mairies. Selon M. Chassery, ce serait un problème puisque les « *étudiants n'en sont pas informés* ». Selon lui, l'idéal serait d'« *avoir un système unique de bourse* » ou d'« *informer exactement* [les étudiants] *de ce qu'il en est* ». C'est pourquoi il est d'avis que la Loi sur l'autonomie des universités (ou Loi Pécresse, du nom de la ministre de l'Éducation) qui prévoit notamment une harmonisation des bourses, est une occasion inespérée. Un avis que ne partagent pas une majorité d'étudiants, en grève depuis le début du mois de novembre.

PIB/Habitant, en $CAD convertis à l'aide de l'indice de parité de pouvoir d'achat (PPA)

CANADA:	35 148
ÉTATS-UNIS:	42 215
FRANCE:	32 182
IRLANDE:	35 786
JAPON:	31 963
QUÉBEC:	31 444
SUÈDE:	32 283
MOYENNE DES PAYS DE L'OCDE:	27 824

Source : Rapport Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE, OCDE, 2004

13 000

Nombre d'euros [19 000 $] par étudiant par an dans le système des grandes écoles. C'est 6 000 euros [8800 $] dans le système universitaire.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 9

LA GRATUITÉ SCOLAIRE VERSION CELTIQUE

Dans les années 1990, pendant que plusieurs pays occidentaux instauraient ou augmentaient les frais de scolarité, la République d'Irlande les abolissait. Aujourd'hui, la gratuité scolaire semble être un leurre. Les études supérieures gratuites dans ce pays celtique : mythe ou réalité ?

Rachelle McDUFF

« *Ramenez les frais de scolarité* » titrait le quotidien irlandais, *Irish Independent*, l'un de ses articles du 29 novembre dernier. En 1995, le gouvernement irlandais établissait une politique de gratuité scolaire au niveau universitaire, plus précisément pour les cours équivalents au premier cycle québécois. « *Le système d'études supérieures s'est développé considérablement dans les années 1990. Le secteur lucratif et grandissant des hautes technologies a, entre autres, permis de financer l'éducation supérieure. C'était la montée du Tigre celtique* [nom donné à la République d'Irlande lors de l'apogée de sa croissance économique dans les années 1990] », précise Patrick Clancy, professeur associé au Département de sociologie de l'Université nationale d'Irlande à Dublin (UCD).

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

GRATUIT, OUI MAIS…

M. Clancy, dont l'un des champs d'intérêt porte sur l'éducation supérieure, explique que les institutions de type universitaire sont financées à 80 % par le gouvernement, le reste étant par les étudiants aux cycles supérieurs (maîtrise et doctorat), les étudiants internationaux, les dons faits pour la recherche et par les frais administratifs – que l'on pourrait comparer aux frais afférents au Québec. Ces coûts prélevés aux étudiants servent à « *couvrir les frais d'examens, d'inscriptions et de services aux étudiants* », lit-on sur le site Internet de l'Union des étudiants d'Irlande (USI). On y retrouve aussi un tableau compilant la hausse des frais administratifs depuis plus de dix ans. Constat : les coûts sont passés de 190 euros (environ 275 $) en 1995, à 800 euros (1 170 $) en 2006-2007, une hausse de 321 %. Un fait confirmé par Patrick Clancy.

« *Bien que nous ayons un assez bon système d'éducation tertiaire* – post-secondaire –, *nos universités* – *collèges, instituts technologiques- ne peuvent pas rivaliser avec des universités reconnues mondialement, telles Harvard* – États-Unis – *ou Oxford* – Angleterre – », regrette le professeur. Il fait cependant remarquer que le financement de la recherche universitaire se fait de plus en plus courant en Irlande, ce qui contribue a améliorer la réputation d'une université.

PAS PLUS ACCESSIBLE QU'AILLEURS

Est-ce que la gratuité scolaire contribue à une meilleure accessibilité aux études ? « *C'est toujours délicat de prendre un seul élément d'un système sans tenir compte du reste* », affirme Jake Murdoch, professeur adjoint au département d'administration et fondements de l'éducation à l'Université de Montréal. « *En Irlande, l'accès aux études supérieures est fermé, c'est-à-dire plutôt contingenté. Qui veut bien aller à l'université ne le peut pas nécessairement s'il n'a pas eu de notes assez hautes préalablement. C'est un peu comme au Québec avec la cote R des cégeps* », explique-t-il.

Comme l'éducation post-secondaire est gratuite en théorie, le gouvernement n'a pas instauré un système de prêts et bourses comme au Québec. Il existe des bourses au mérite ce qui implique qu'un étudiant ayant des notes moyennes n' y aura jamais, ou rarement, accès. M. Murdoch rajoute qu'il faut aussi prendre en considération les coûts collatéraux de l'éducation supérieure – logement, nourriture, livres – qui ne peuvent être défrayés par tout le monde. « *Ces facteurs vont souvent exclure des étudiants potentiels qui sont moins bien nantis* », déplore Colm Jordan, ancien président de l'USI de 1998 à 2003.

ET LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ?

Est-ce que la gratuité scolaire irlandaise rendrait jalouse l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) qui milite en ce sens au Québec? Probablement pas. Comme l'éducation n'est gratuite qu'en théorie et que les coûts administratifs augmentent sans cesse, « *les étudiants revendiquent la mise sur pied d'un système de bourses qui égale le "vrai" coût des études* », prétend M. Jordan. Il complète en rappelant que « *les étudiants peuvent aussi militer pour plusieurs causes sociétales comme le réchauffement climatique, les conflits internationaux ou le libre-échange* ».

Dépense globale pour l'enseignement post-secondaire, par rapport au PIB :

CANADA :	2,5 %
ÉTATS-UNIS :	2,7 %
FRANCE :	1,1 %
IRLANDE :	1,3 %
JAPON :	1,1 %
QUÉBEC :	3,1 %
SUÈDE :	1,7 %

Source : Rapport Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE, OCDE, 2004

Dépense annuelle globale par étudiant universitaire, en $CAD convertis à l'aide de l'indice de parité de pouvoir d'achat (PPA)

CANADA :	N.D
ÉTATS-UNIS :	26 681
FRANCE :	10 427
IRLANDE :	12 004
JAPON :	13 792
QUÉBEC :	17 854
SUÈDE :	18 226

Source : Rapport Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE, OCDE, 2004

COURRIER DES LECTEURS :

Réagissez aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Ecrivez à : info@quartierlibre.ca

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 10

FONCTIONNEL, LE PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ JAPONAIS ?

Non, la ministre Monique Jérôme-Forget n'a pas inventé le concept ! Depuis un près de cent ans, le système d'éducation supérieure japonais fonctionne en PPP. Pour le meilleur... et pour le pire.

Mathieu SÉGUIN

Au pays du soleil levant, 91 % des étudiants entrant à l'université achèvent leur programme : c'est le meilleur « taux de survie » (indice entrants/diplômés), des pays membres de l'OCDE, rapporte l'Organisation dans son rapport *Regards sur l'éducation* de 2007. Pour Jake Murdoch, professeur adjoint au département d'administration et fondements de l'éducation à l'Université de Montréal, cela peut s'expliquer par le fait que le système est très sélectif. Les parents investissent beaucoup d'argent, avant même l'entrée de leur enfant à l'université, afin de préparer leur chérubin aux examens d'admission.

Une telle importance de l'éducation supérieure dans les familles japonaises fait qu'aujourd'hui, plus de la moitié des jeunes âgés de 25-34 ans possède une formation de niveau supérieur, ce qui représente le deuxième meilleur résultat des pays membres de l'OCDE. Une nette croissance, quand on considère que le Japon se classait au 14e rang de l'organisation 30 ans plus tôt.

FIN DE L'EMPLOI AUTOMATIQUE

Depuis les années 1960, il existait une sorte de « contrat » entre les familles et les institutions. La réputation de l'université conditionnait de façon quasi automatique l'emploi et le salaire futur. C'est pourquoi les familles choisissent d'investir tant.

Aujourd'hui, certains problèmes apparaissent. Avec la crise économique du début des années 1990, les entreprises se sont vues obligées de recruter moins de diplômés. Jake Murdoch explique que cette situation a eu pour conséquence d'affaiblir le lien entre les entreprises et les universités. L'emploi automatique à la fin de la formation universitaire n'est donc plus une réalité.

DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

À cette crise économique, s'est ajouté une baisse démographique. La conjugaison des deux facteurs a donc engendré une hausse soutenue des frais de scolarité… et un désengagement de l'État. Ainsi, alors que dans les années 1980, environ 30 % des fonds des universités privées provenaient de l'État, depuis une quinzaine d'année cette proportion oscille autour de 12 %. Il est utile de savoir qu'au Japon, trois étudiants sur quatre fréquentent l'une des 587 universités privées du pays, selon les chiffres du ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, de la Science et des Technologies du Japon (MEXT).

La stagnation de l'investissement public crée sur le secteur privé une certaine pression, répercutée sur les frais de scolarité : une année y coûte en moyenne 6 100 dollars américains, contre 3 900 dollars américains dans le public. De manière générale, seulement un quart des étudiants bénéficie d'un prêt de l'État. Ainsi, l'OCDE place le Japon en avant-dernière position quant aux investissements publics dans l'éducation supérieure.

Si le désengagement de l'État nippon laisse le champ libre au secteur privé, le phénomène ne date pourtant pas d'hier : dès 1918, la *University Order* permettait à des institutions publiques, mais aussi privées, d'obtenir le statut d'université. Surtout, les années qui ont suivi la seconde Guerre mondiale ont été l'occasion d'une complète révision du système éducatif. Sous l'œil des États-Unis, qui occupaient alors l'Empire défait, on a réduit considérablement le pouvoir des autorités publiques, ce qui a laissé d'avantage d'autonomie aux institutions privées.

UN FINANCEMENT DE TAILLE POUR LES UNIVERSITÉS AMÉRICAINES

Aux États-Unis, le financement de l'éducation nationale représente une bonne partie du budget gouvernemental. Les universités y sont florissantes et la majeure partie des jeunes fréquente un de ses « colleges ». Mais la répartition du gâteau pour chacune de ces institutions est laborieuse.

Vanessa GAUVIN-BRODEUR

Beaucoup plus coûteuse qu'au Québec et qu'au Canada, l'année dans une université d'État américaine coûte environ 6 500 dollars américains. Mais cela peut aller jusqu'à 40 000 dollars américains à Harvard [Massachusetts], une université privée. Il est rare que les étudiants puissent se permettre de financer la totalité de leurs études. Beaucoup d'entre eux ont alors recours à l'aide financière.

À l'Université de Brown (Rhodes Island), 42 % des étudiants de premier cycle ont recours aux bourses, indique Elizabeth C. Huidekoper, vice-présidente au bureau des finances et de l'administration. De l'autre côté du pays, à l'Université Berkeley (Californie), *« beaucoup d'étudiants en profitent »*, estime Teresa A. Costantinidis, assistante au Chancelier adjoint du bureau du budget et des ressources, qui n'a toutefois pas pu fournir de chiffres exacts.

Les bourses sont allouées en fonction du revenu des parents de l'étudiant, de son mérite et de son excellence. Elles peuvent couvrir l'ensemble de la facture scolaire annuelle et même plus, *« afin que l'étudiant puisse aussi se permettre de payer d'autres biens accompagnant la vie universitaire »*, précise Mme Costantinidis.

Selon un rapport de l'UNESCO datant d' octobre 2007, les États-Unis sont les plus gros dépensiers en matière d'éducation, allouant 28 % du budget national aux études post-secondaires. Ce budget s'explique par le grand nombre d'étudiants universitaires. En 2005, 83 % des jeunes adultes étaient inscrits dans une institution d'études supérieures, indiquent des statistiques de l'UNESCO.

Le gouvernement fédéral alloue des fonds pour la recherche et le développement sous forme de contrats avec les universités. Pour 2008, le budget américain prévoit un montant de 91 milliards de dollars américains en subventions pour un total de 10,4 millions d'étudiants au niveau universitaire. Chaque État possède également son budget pour ses universités. Pour la seule université de Berkeley, la Californie aura versé 60 millions de dollars américains pour l'année scolaire 2005-2006.

Un moyen très courant de financement des Universités aux Etats-Unis est le principe de l'« endowment » ou dotation. Il s'agit d'un transfert d'argent sous forme de don, offert à une institution. Cet argent placé en bourse, afin qu'il spécule, est recommandé à un secteur particulier, comme à une recherche universitaire spécifique, ou à un département de l'Université.

À Harvard, la plus riche université au monde, les recettes s'élèvent à 34,9 milliards de dollars américains pour l'année 2007. L'école de commerce de Harvard a généré à elle seule 579 millions de dollars américains en dotation 320 millions en subventions gouvernementales.

À l'Université Brown, Mme Huidekoper précise que la dotation annuelle fournit 15 à 16 % du revenu total et permet de financer jusqu'à 30 % des bourses étudiantes : *« La plupart des donateurs sont des « alumni », donc d'anciens étudiants de l'Université qui nous précisent dans quel secteur leur argent devrait être dépensé. Nous en investissons un certain montant et le reste est gardé pour un investissement futur. Nous avons le droit légal de dépenser cet argent et ce, en cinq ans »*.

Les donateurs peuvent aussi être des professeurs, des entreprises ou des citoyens indépendants de l'université qui voudraient voir avancer les activités de l'institution. *« C'est une grosse part du gâteau, bien que nous ne soyons pas de taille, comparée aux universités privées »*.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 11

AU QUÉBEC, LA FEUQ CHERCHE DES PISTES ...

Le dégel des frais de scolarité a remis la question du financement des universités à l'avant-plan. Qui doit payer et comment ? Dans son plus récent mémoire la FEUQ évalue quatre scénarios : un remboursement proportionnel au revenu, un impôt postuniversitaire, le dégel et l'indexation.

Alexandre CAYLA

En 2002-2003, un rapport conjoint de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) et du ministère de l'Éducation évaluait un manque à gagner annuel de 375 millions de dollars dans les budgets de fonctionnement des universités. Aujourd'hui, ces sommes avoisineraient plutôt 400 millions de dollars.

Pour augmenter les sommes disponibles, le gouvernement de Jean Charest a procédé à un dégel des frais de scolarité de 50 $ par session pour les cinq prochaines années. Ainsi, dans cinq ans, ces augmentations représenteront une hausse de 30 % pour les étudiants, faisant passer leur facture moyenne de 1 668 à 2 168 $ par session. À la FEUQ, on croit que cette « solution » n'en est véritablement pas une puisque l'étude commandée par le gouvernement pour évaluer les impacts du dégel projetait une baisse de 6 000 à 8 000 étudiants. De plus, cette année, à la suite de la bonification de l'aide financière aux études, le gouvernement aura dépensé 11 millions de dollars de plus que les sommes récupérées grâce au dégel. Toutefois, il est à noter que le gouvernement ne s'est pas engagé à poursuivre cette bonification pour les prochaines années.

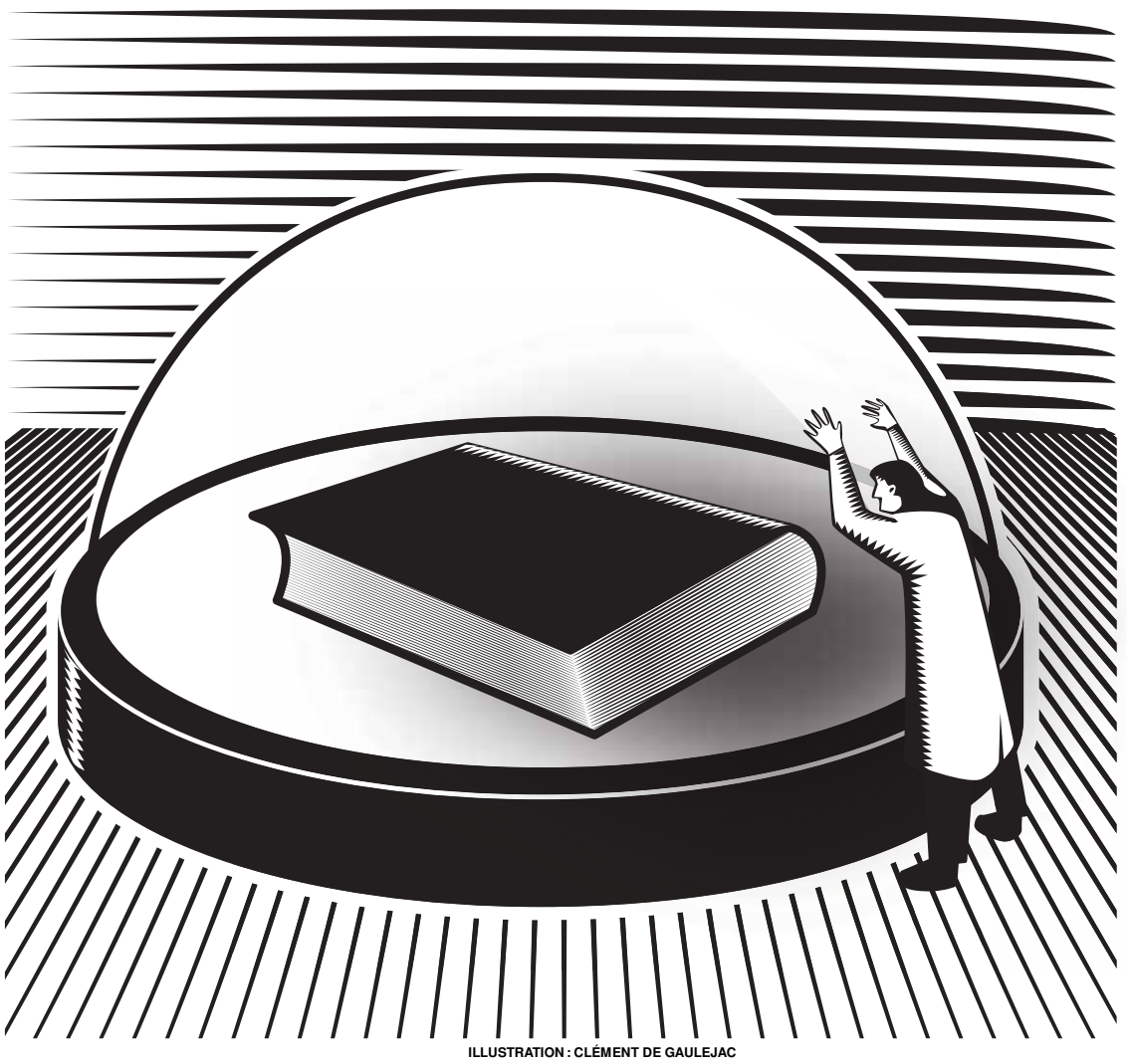


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Malgré l'inefficacité de la mesure proposée, le statu quo – gel et réinvestissement massif – n'est plus une option valable. Selon Jocelyn Caron, coordonnateur des affaires externes à la FAÉCUM, c'est pour cette raison que le mouvement étudiant doit démontrer qu'il n'est pas dogmatique et que la FEUQ a publié, début novembre, un mémoire contenant quatre scénarios de financement pour le réseau universitaire. À ce sujet, Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ, souligne que même si le document a été rédigé pour aider les étudiants à prendre position, il s'adresse aussi à l'ensemble de la société. À cet effet, les auteurs ont sous-crit à un souci évident de scientificité et ont présenté les limites de chaque modélisation.

QUATRE SCÉNARIOS ET UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

Le premier modèle évalué est la gratuité scolaire. Dans ce cas, comme il existe plusieurs façons de la conceptualiser, les auteurs l'ont décrite comme une abolition des droits de scolarité avant le dégel, c'est-à-dire 1 668 $ par session. Selon eux, dans dix ans, cette mesure coûtera entre 300 et 400 millions de dollars par an et entraînerait un dépassement de la fréquentation projetée par le MELS à 25 000 étudiants. Cependant, il est important de mentionner qu'à ce montant, s'ajoutent les 400 millions de dollars nécessaires au réinvestissement.

Le second type de financement évalué est l'indexation des frais de scolarité en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC) qui est basé sur l'inflation. Deux modèles d'indexation ont été évalués : IPC + 1 % et IPC + 3 % (pour une indexation en fonction l'augmentation des coûts du marché). L'élément central de la démarche était d'évaluer la variation des effectifs étudiants en fonction du coût des études. Dans le cas IPC + 3 %, une baisse de 8 677 étudiants serait observable dans dix ans en raison de frais de scolarité s'élevant à 2 242 $ par session. L'ADQ semble être favorable au principe d'indexation, mais s'intéresserait à un autre modèle. En effet, selon François Desrochers, porte-parole de l'Opposition officielle en matière d'éducation *« le vrai gel, c'est l'indexation parce que sinon, la contribution des étudiants diminuerait d'année en année. De plus, l'étude commandée par le gouvernement démontre qu'une indexation à l'inflation n'aurait pas d'impact sur la fréquentation »*.

Le remboursement proportionnel (RPR) au revenu et l'impôt postuniversitaire (IPU) sont les deux derniers scénarios envisagés. Dans le cas du RPR, l'endettement étudiant ne serait pas éliminé, mais plutôt reporté. Ainsi, l'étudiant n'aura à rembourser ses dettes que lorsqu'il aura des revenus suffisants. De plus, le temps de paiement est aussi modulé en fonction de son salaire, ce qui fait en sorte que les étudiants les mieux rémunérés rembourseront plus rapidement. Le problème de l'accessibilité à des études universitaires pour les classes sociales défavorisées est donc résolu.

Le dernier modèle évalué est l'IPU. Dans ce modèle, les frais de scolarité n'existent plus. Plutôt que de devoir payer un montant forfaitaire pour leur formation, les ex-étudiants seront appelés à verser une cotisation s'ajoutant à leurs impôts durant toute leur vie active. Cette cotisation serait établie de manière à rendre le système viable et ne devrait être payée que lorsque les étudiants auraient des revenus suffisants. Contactée par *Quartier Libre*, Marie Malavoy, porte-parole du Parti québécois en matière d'éducation, préfère ne pas se prononcer sur ces modalités et préfère tracer les grandes lignes qui guideront le processus de réflexion, notamment le combat contre l'endettement étudiant. Selon Mme Malavoy, ce phénomène constitue une barrière importante à l'accessibilité aux études en raison du poids financier qu'elle fait porter aux individus : *« Commencer la vie avec une dette d'étude de 15 000 $, ça part mal. »* Une autre raison évoquée par la députée est qu'il faut éviter que *« des arguments financiers fassent en sorte que les gens retardent le moment de fonder un ménage et avoir des enfants »*.

La FEUQ ne prévoit pas s'arrêter là. À l'hiver, elle demandera qu'une commission parlementaire itinérante soit instituée pour discuter du financement du réseau universitaire. D'ici là, les associations étudiantes devront se prononcer sur la formule à promouvoir.

COURRIER DES LECTEURS :

Réagissez aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Ecrivez à : info@quartierlibre.ca

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 12

Manifestation

SE GELER SOUS LA NEIGE CONTRE LE DÉGEL

Le 22 novembre dernier, plus de 2000 étudiants, venant des quatre coins de la province, se sont rassemblés au Square Berri, dans le centre-ville de Montréal en début d'après-midi. Leur objectif : démontrer leur vive opposition à la hausse des frais de scolarité.

Anaïs VALIQUETTE L'HEUREUX

Cette fois-ci, sous une neige fondante, les étudiants de la coalition des forces étudiantes nationales ont manifesté leur désaccord envers la hausse des frais de scolarité de 500 $ sur cinq ans. Les étudiants des associations membres des fédérations universitaires et collégiales du Québec (FEUQ et FECQ), ainsi que de bon nombre d'associations indépendantes (dont celles des Universités du Québec d'Abitibi-Témiscaminque et de l'Outaouais, de l'Université de Sherbrooke et du cégep de Gaspé) ont marché unis sous les bannières, portant à bout de bras des pancartes jaunes sur lesquels on pouvait lire « zone scolaire » et scandant que « *la hausse des frais n'est pas la solution* ».

La conférence de presse organisée par la coalition avant le départ du cortège a été interrompue par des militants radicaux provenant notamment du cégep du Vieux-Montréal. Les journalistes ont été dispersés et des gens criaient si fort que tout a été arrêté. Certains trouvaient dommage que la manifestation ait été perturbée. « *Ce que l'opinion publique va voir, c'est qu'il y avait des étudiants qui ne savaient pas vraiment ce qu'ils voulaient et que ça n'avance pas* », déplore Steve François, coordonnateur de l'Association de science politique et études internationales de l'Université de Montréal.

D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE À L'AUTRE

Une heure avant l'événement, le Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM) tenait une conférence de presse au cégep du Vieux-Montréal. Jessica Boulanger, porte-parole de l'organisation, estimait qu'une loi encadrant les frais afférents, tel que demandée par la FEUQ et la FECQ, n'est pas souhaitable. Cette loi devrait encadrer la capacité des universités de créer des frais sans consulter ses étudiants. Mais, selon la porte-parole, elle ouvrirait plutôt la porte à une hausse substantielle des frais au collégial. Comme l'explique Simon Robert, secrétaire général du Vieux-Montréal, c'est pour « *informer* » les étudiants de la coalition que ses militants allaient participer à la manifestation.

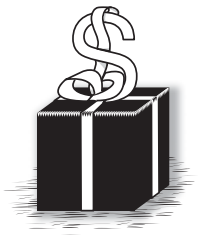
PHOTO : ANAÏS VALIQUETTE L'HEUREUX

En début d'année, un représentant de la FEUQ s'était présenté à l'un des congrès de l'ASSÉ pour proposer, en vain, des actions communes en vue de contrer le dégel des frais de scolarité. Pour Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ, le fait que l'Association ait refusé de s'associer à la contre-manifestation « *est un premier pas de leur part et l'on espère pouvoir travailler tous ensemble à l'hiver* ».

Dans une étude qu'elle a rendue publique au début du mois de novembre **(Voir article en page 11)**, la FEUQ a proposé diverses solutions au sous-financement actuel des universités par divers modes de contribution étudiante en y incluant la gratuité scolaire.

PROCHAINES ÉTAPES

La coalition des forces étudiantes nationale décidera en congrès de la prochaine étape. « *On va essayer de trouver une position, une proposition d'avenir pour le Québec. Suite à cela, il va y avoir une gradation des moyens de pression, tout dépendamment de la volonté des étudiants* », explique M. Brady. À la lumière de la faible participation de l'automne, on peut penser que d'autres avenues seront explorées, bien avant que la grève ne soit généralisée au sein de la coalition des forces étudiantes nationales.



Campagne des Paniers de noël à l'UdeM

CADEAUX VITAUX

Depuis quelques jours, des points de chute pour la collecte de dons se sont multipliés à l'entrée des principaux pavillons de l'Université. Les désormais traditionnels « Paniers de noël » rappellent que la précarité existe toujours. *Quartier Libre* a rencontré une étudiante pour qui ces cadeaux ne sont pas superflus.

Stéphane WAFFO

Sylvie est âge de 47 ans. Elle étudie à l'UdeM depuis cet automne. Cette mère monoparentale de deux enfants était, jusqu'en juin, employée du gouvernement fédéral « *avec un bon salaire, mais un emploi ennuyeux* ». Elle a donc décidé de retourner aux études pour décrocher un baccalauréat en service social. La suite est moins rose.

Les ennuis se sont profilés dès août, lorsqu'elle a connu le montant de ses prêts et bourses : moins de 1 000 dollars par mois. « *Je ne croyais pas qu'ils seraient si faibles.* » C'est pourquoi elle se dit ravie de recevoir un panier de noël : « *Ça donne un petit peu de joie, un support moral.* »

600 $

Somme que chaque foyer canadien dépensera en moyenne cette année lors de l'achat de ses cadeaux de noël.

Cette maman est l'une des 225 personnes qui profiteront cette année des paniers distribués par l'Action humanitaire et communautaire (AHC). D'une valeur unitaire de 370 $, chaque panier contient des denrées périssables, ou non, des bons d'achat à l'épicerie et des cadeaux – neuf ou usagés – pour les enfants. Mais pour cela, il faut que les 60 000 $ espérés soient bien récoltés d'ici le 13 décembre. Étudiants, professeurs, employés ou commanditaires extérieurs à la communauté universitaire de l'UdeM, l'AHC ratisse large.

Mais pour Sylvie, dépendre de l'aide des autres a été une idée difficile à admettre. « *Il y a comme une petite réflexion personnelle à faire pour admettre qu'on se trouve dans une telle situation. Après, quand tu le reconnais, tu agis.* »

Ainsi, elle a rencontré Marie-Hélène Auclair, une conseillère de l'AHC. Après avoir exposé son cas, la nouvelle étudiante a pu bénéficier d'un dépannage alimentaire. Il s'agit essentiellement de bons alimentaires (échangeables chez *Métro*) et, à l'occasion, des bons d'achat pour du matériel scolaire. Les fonds proviennent en grande partie des recettes du bazar d'automne au cours duquel des meubles, de la vaiselle ou encore des vêtements ramassés sont vendus aux membres de la communauté universitaire.

Le cas de Sylvie est symptomatique : 75 % des demandes reçues proviennent d'étudiants à charge familiale, raconte Jean-Philippe Fortin, coordonnateur de la campagne des paniers de noël à l'AHC. Sa collègue Marie-Noëlle L'Espérance explique que « *la précarité financière caractérise des étudiants qui se trouvent dans une situation de stress, en lien avec leurs ressources financières* ». Puisque les étudiants sont confrontés à plusieurs dépenses comme les frais de scolarité, le loyer, l'électricité mais, « *surtout l'alimentation* », Mme L'Espérance croit qu'ils « *ne peuvent pas se nourrir de façon régulière* ». Ainsi, malgré les prêts et bourses que perçoivent les étudiants en difficulté en début d'année, ils doivent se serrer la ceinture à chaque fin de mois, « *et encore plus ceux qui sont parents* », déclare la conseillère.

MÈRE DE FAMILLE, ÉTUDIANTE ET FEMME DE MÉNAGE

Alors, lors de la rencontre avec Mme Auclair, l'adresse d'un groupe communautaire (Magasin Partage de noël) à Rosemont a été transmise à Sylvie. Elle peut ainsi y aller régulièrement pour compléter son épicerie. En plus de l'aide qu'elle reçoit, Sylvie travaille comme femme de ménage dans deux familles. Elle estime que, dans sa situation, il faut absolument diversifier ses atouts : « *Je ne crois pas que si tu comptes sur une seule aide, ça va vraiment te sortir du pétrin. Il faut que tu ailles chercher d'autres ressources* », indique-t-elle.

À la question à savoir si elle regrette d'avoir demandé du secours, elle répond sans équivoque : « *Ça valait la peine. Ce soutien m'aide et ça fait la différence.* » Optimiste, elle pense que, dès janvier, elle recevra des prêts et bourses aux montant plus élevés. Alors, sa situation sera moins dramatique.

Depuis le début de la campagne des paniers de Noël, il y a douze ans, 2 217 demandes ont été traitées.

L'année dernière, 199 paniers ont été donnés, ce qui correspond à 575 personnes dont 251 enfants, soit 71 000 $.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 13

Boris Brumans

LA COMMUNICATION CHEZ LES BOUDDHISTES

Boris Brumans enseigne la communication à l'Université de Montréal. Depuis trois ans, ce Hollandais d'origine essaie de comprendre la communication quotidienne chez les moines bouddhiste du Ladakh, une région au nord de l'Inde. Véritable défi quand on sait qu'ils distribuent les mots avec parcimonie.

Propos recueillis par
Gabrielle CHARBONNEAU

Quartier Libre : En quoi consiste votre recherche ?

Boris Brumans : J'essaie de comprendre la façon avec laquelle les moines bouddhistes partagent quotidiennement leur philosophie et comment ils communiquent entre eux, mais aussi avec leur entourage. Les moines sont très près de leur environnement et des villages avoisinants.

Q.L. : Pourquoi avoir voulu étudier ce type d'organisation ?

B.B. : En fait, je me suis toujours intéressé au bouddhisme. J'ai commencé à m'intéresser à cette philosophie vers l'âge de 17 ans. Jusqu'en 2004, mes recherches sur le sujet étaient très théoriques. Cette année là, mon père est décédé, j'ai terminé mon doctorat et j'ai obtenu un poste de professeur adjoint à l'Université de Montréal. La vie m'a donc poussé à prendre une pause et à m'interroger sur mon futur. Je voulais faire quelque chose de nouveau qui serait une combinaison entre mon métier de communicologue et ma passion pour le bouddhisme. J'ai donc débuté ma recherche avec Consuelo Vansquez, une étudiante au doctorat. Nous avons recensé tous les articles sur les moines du Ladakh. Mes travaux m'ont mis en contact avec une personne qui vit là-bas et qui était intéressée par ma recherche. Je suis parti pour la première fois en 2002 dans le Rizong, le monastère le plus traditionnel de la région, afin de mieux étudier la communication quotidienne des moines. L'été dernier, je suis parti pour la seconde fois.

PHOTO : GABRIELLE CHARBONNEAU

En Amérique du Nord, nous avons un grand besoin de parler. Nous avons besoin de partager verbalement notre expression de soi. Les moines ne ressentent pas ce besoin de se justifier ou d'expliquer.

Q.L. : Qu'est-ce qui vous a le plus frappé dans votre expérience au monastère ?

B.B. : La vie des moines est très contradictoire. Ils sont très doux et très dur. Ils vivent dans des conditions difficiles : les montagnes, le froid et une nourriture peu variée. Il y a beaucoup de règles dans le monastère. Par exemple, il est interdit de le quitter entre le lever et le coucher du soleil, les vieux moines ne mangent pas en après-midi, etc. Malgré cette vie austère, ils sont très doux. Il est normal qu'un moine mette la main sur le genou d'une personne pendant qu'il lui parle. Une autre contradiction, c'est qu'ils vivent seul, ensemble. Ils vivent 80 % du temps seuls dans leur chambre, à l'intérieur du monastère.

Q.L. : Prévoyez-vous un autre voyage au Ladakh ?

B.B. : Un jour, un moine m'a demandé combien de temps j'avais pour faire mon étude. Je lui ai répondu que j'étais au monastère pour deux mois. Il s'est mis à rire et m'a dit que ça prendrait plusieurs vies pour comprendre les moines...

Q.L : Quelles sont les grandes différences entre la communication des moines et celles des Nord-américains ?

B.B. : En Amérique du Nord, nous avons un grand besoin de parler. Nous avons besoin de partager verbalement notre expression de soi. Les moines ne ressentent pas ce besoin de se justifier ou d'expliquer. Ils communiquent beaucoup pour partager leurs émotions et leurs intuitions collectives... tout en parlant peu. Au monastère, la communication est intuitive.

Q.L. : Pourquoi les moines prennent politiquement position sur un conflit ?

B.B. : Pour le Dalaï-Lama, il faut faire des ponts entre les factions d'un conflit. Dans leurs fonctions, les moines doivent protéger la sagesse, enseigner et expliquer la philosophie bouddhiste. Les manifestations publiques comme les Puja (sorte de cérémonie) et les marches ont pour but de propager la sagesse et de concilier les deux parties d'un conflit.

Q.L. : Que pensez-vous de la situation politique au Myanmar ?

B.B. : Je trouve ça magnifique de voir les moines propager la patience et la sagesse. Je crois que ce conflit prouve que, contrairement aux visions occidentales, les moines ne sont pas renfermés et coupés du monde. Les Occidentaux voient les moines comme des personnes individualistes et passives, alors que les moines sont très connectés à la réalité et ont une opinion sur ce qui se passe dans le monde.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 14

Métiers du quotidien

ENTREVUE AVEC UNE ÉGOUTIÈRE

Lucie Lamontagne inspecte et répare les égouts de la Ville de Montréal. Les odeurs nauséabondes, les rats et les redoutables reptiles sont-ils le quotidien de cette mère de famille ? Notre travailleuse souterraine sort de l'ombre pour parler de son métier.

Propos recueillis par Constance TABARY

Quartier Libre : Comment pensez-vous que votre travail est perçu par la population ?

Lucie Lamontagne : Les « Cols bleus » ne sont pas aimés. Quoi qu'on fasse, les préjugés ont la dent dure. C'est vrai que parfois, ils sont fondés. [Rires] J'aimerais juste que les automobilistes fassent plus attention à nous. On met des cônes oranges pour signaler notre présence, mais les gens roulent vite dans les petites rues. Certaines personnes ignorent qu'on ne peut pas tout jeter dans les égouts. Par exemple, l'huile de friture ou de moteur, mais aussi la térébenthine, la peinture… Elles créent des odeurs et bouchent les conduits, privés comme publics.

Q. L. : L'odeur est-elle difficile à supporter dans les égouts ?

L. L. : Contrairement à la croyance, ça ne sent pas mauvais. Il y a plutôt une odeur de lavage. Le contenu des toilettes n'est qu'une petite partie de ce qui est déversé dans les égouts, il y a aussi l'eau de la douche, de la laveuse et la pluie. En fait, l'eau circule toujours et les mauvaises odeurs apparaissent quand il y a un problème, quand un barrage de déchets se forme, par exemple.

Q. L. : On s'imagine plein de choses à propos des égouts. Est-ce que vous y rencontrez des…

L. L. : Des rats ? Oui, mais on n'en voit pas tant que ça. On m'avait dit : « *si tu en vois un, tape sur les parois, le bruit va lui faire peur* ». Et c'est vrai qu'en général, ils ont peur du bruit. Le seul fait d'ouvrir une trappe, ça les fait fuir. Mais une fois, un gros rat fonçait sur moi. J'ai fait du bruit et au lieu de s'éloigner, il m'est passé par-dessus ! Heureusement que ça ne m'effraie pas.

Q. L. : Justement, faut-il du courage pour descendre dans les tunnels ?

PHOTO : CONSTANCE TABARY

Lucie Lamontagne

L. L. : Oui, car c'est un espace presque clos. Une personne souffrant de claustrophobie ne peut pas y aller. L'endroit le plus étroit dans lequel on peut s'aventurer, ce sont des égouts de 30 pouces de diamètre ou de 2 pieds par 3 pieds. Avancer à quatre pattes dans les tunnels, on appelle ça « marcher ». La première fois que je suis descendue, j'ai ressenti une pression sur mon corps. Heureusement, on n'est pas seul et on se parle continuellement entre collègues.

Q. L. : En quoi consistent vos tâches ?

L. L. : Nous devons inspecter les égouts, murer des circuits, en creuser de nouveaux. On a tout un équipement, des bottes de pêcheur, un masque, une lampe, des outils… Ce n'est pas facile d'avancer avec cela à quatre pattes dans les tunnels. C'est pourquoi il faut toujours quelqu'un pour surveiller à la surface si jamais de l'eau arrive. Une fois, celui qui devait surveiller surveillait plus ou moins et les pompiers ont dû intervenir tout près de là. Le gars qui était à l'intérieur n'a pas été prévenu et l'eau a commencé à monter. À la vitesse à laquelle un égout se remplit, il a juste eu le temps de sortir.

Q. L. : Avez-vous déjà vécu un accident ?

L. L. : Non, mais il y a un accident qui m'a marqué, lorsque mon contremaître était en train de percer dans ce qu'il pensait être un égout. Il ne pouvait pas savoir, mais c'était une conduite à haute pression. Quand elle a cédé, il a été projeté, inconscient, avec sa machine. Dans la tranchée, l'eau montait très vite et au téléphone, les urgences disaient de ne pas le déplacer. Il serait mort noyé si un gars ne l'avait pas attrapé. On se demande par quel miracle il n'est pas mort.

Q. L. : Est-ce un métier physique ?

L. L. : Il faut être en bonne condition car il peut être épuisant de « marcher » dans les égouts avec tout l'équipement. C'est pour ça que j'essaie de garder la forme en faisant 100 kilomètres de vélo par semaine. Je vais avoir 50 ans et je sais que la direction ne me forcera pas à descendre travailler si je n'en suis plus capable.

Q. L. : Êtes-vous contente d'aller travailler en général ?

L. L. : Oui, je ne dois pas me forcer le matin. Ce travail est un privilège pour moi. Certains égouts ont plus de 100 ans et peu de personnes y ont accès. Bien sûr, il ne faut pas être dédaigneux. Pour tout vous dire, je n'ai pas choisi ce métier, je l'ai pris parce que c'était une permanence de jour et que j'ai deux enfants. Si l'on ne me le demande pas, je ne vais pas dire que je travaille dans les égouts, que je suis une « Col bleu ». Mes enfants sont fiers de moi en tout cas. Ils savent que c'est un métier qui demande du courage.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 15

Courrier des lecteurs

• Frontières animales

J'ai trouvé très intéressant vos articles concernant la frontière entre le Canada et les États-Unis parus dans le dernier numéro de *Quartier Libre* et je suis d'avis que nous ne devrions pas ériger une frontière physique entre les deux pays. Cependant, je voudrais tout de même vous faire part d'un autre aspect de la situation que vous semblez avoir oublié. Si l'on regarde cette problématique d'un œil écologique, on s'aperçoit qu'une barrière physique serait nuisible pour la faune environnant la frontière. Chaque espèce possède en effet un domaine vital, c'est-à-dire un espace minimum requis pour grandir, vivre et se reproduire. Si l'on diminue cet espace, cela peut avoir de grandes répercutions sur l'animal. Par exemple, les coupes à blanc (six mètres de large sur toute la longueur de la frontière canado-américaine) ont de graves conséquences sur certaines espèces comme le hibou, dont l'habitat peut-être détruit. Les animaux n'ont pas la notion de pays ou de frontières, ce qui veut dire qu'il y a une panoplie d'espèces qui vivent à cheval entre le Canada et les États-Unis. Si vous leur coupez la moitié de leur domaine vital, il y aura à coup sûr d'énormes impacts. En effet, une espèce en influence une autre et ainsi de suite : c'est la notion d'écologie et c'est ce qui fait que la vie ne tient qu'à un fil. Bouleversez plus de 6000 km de forêt et d'eau (n'oublions pas la faune aquatique) juste pour protéger les Américains est totalement ridicule. Imaginez un peu le nombre d'espèces qui pullulent dans cet espace. De la plus microscopique à la plus macroscopique, toutes ont droit à la vie, et je crois que nous avons assez fait « d'humaineries » dans notre histoire. Si nos gouvernements continuent de nier les enjeux écologiques, il y a un risque qu'un beau (ou plutôt mauvais) jour, nos petits-enfants ne puissent observer certains animaux qu'en cherchant leurs noms dans Google images.

Emmanuelle Viau,
étudiante en bioécologie au cégep de St-Laurent

• La source du problème

Concernant l'article intitulé *Prélèvement à la source* d'Alexandra Roy dans l'édition du 21 novembre, je tiens d'abord à féliciter l'auteure pour avoir abordé un sujet important dont les médias ne font pratiquement pas mention. Je veux parler de la situation de l'eau potable. Il est grand temps que nous nous responsabilisions quant à notre consommation exagérée d'eau potable. Tel que clairement expliqué dans l'article, l'un des moyens possibles pour y arriver consiste à installer des compteurs d'eau. Toutefois, il y a plus important, et surtout plus urgent, que le gaspillage d'eau québécois : la pénurie mondiale d'eau potable. Je crois qu'une des raisons pour laquelle le Québec tarde à modérer sa consommation d'eau réside dans la minime attention que portent les médias sur le manque d'eau potable qui menace l'humanité entière. Certes, quelques excellents articles abordant le sujet sont parus ici et là (par exemple, « As the World Burns » de Tom Engelhardt, paru dans *The Nation* du 17 novembre 2007), mais le réchauffement de la planète continue d'occuper plus d'espace médiatique que l'assèchement de ses réserves d'eau. Pourtant, on n'a qu'à observer nos voisins du sud pour constater la gravité et l'urgence de la situation. La région d'Atlanta, comptant 5 millions d'habitants, sera à court d'eau potable d'ici un an, selon les rapports les moins alarmistes. Étonnamment, bien que les autorités concernées anticipent la pénurie imminente, personne ne semble vouloir se risquer à répondre à la question : Et ensuite ? Que se passera-t-il une fois les réservoirs qui desservent Atlanta asséchés ? Les Américains (et le monde) attendent toujours une réponse adéquate au lieu des réponses évasives servies jusqu'à maintenant.

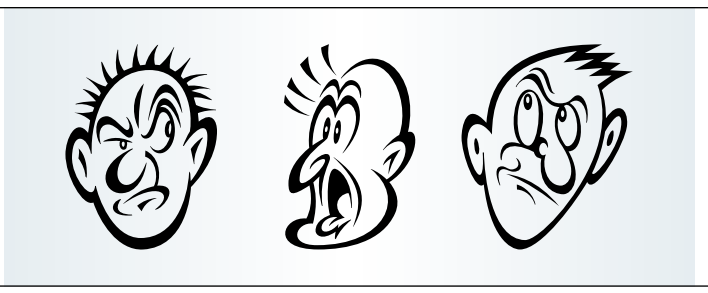
Il est du devoir des médias d'informer urgemment le public de la pénurie d'eau potable qui guette l'humanité pour que ce dernier puisse agir maintenant et poser les gestes nécessaires pour ralentir l'hécatombe.

Alexandre Hébert-Leclerc,
étudiant en traduction à la Faculté de l'éducation permanente

COURRIER DES LECTEURS :

Réagissez

aux articles !



Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Ecrivez à : info@quartierlibre.ca

PRIX DU MÉRITE EN ÉTUDES SUR L'HABITATION 2007

La SCHL félicite les cinq lauréats 2007 d'un prix de 10 000 $ chacun :

(photo de gauche)
Miljana Horvat (Doctorat en philosophie (études du bâtiment), Université Concordia);
Oyetope Abe (Maîtrise ès sciences, Université de la Saskatchewan);
Joshua Engel-Yan (Maîtrise ès sciences appliquées, Université de Toronto) et
Stephanie Vermeulen (Maîtrise en architecture, Université de Waterloo).

(photo de droite)
Sutama Ghosh (Doctorat en philosophie (géographie), Université York)

Pour en savoir plus sur leurs travaux, visitez le site Web de la SCHL au www.schl.ca; mot-clé : PMEH.

Décernés tous les deux ans, les Prix du mérite en études sur l'habitation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) récompensent les travaux universitaires, les thèses ou les mémoires de recherche importants qui contribuent de manière exceptionnelle à la compréhension et à l'évolution du domaine de l'habitation au Canada.

Le prochain cycle des Prix du mérite en études sur l'habitation aura lieu en 2009.

La prochaine fois, ce pourrait être vous!

Canada

SCHL CMHC
AU CŒUR DE L'HABITATION

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 16

Les mormons et la généalogie

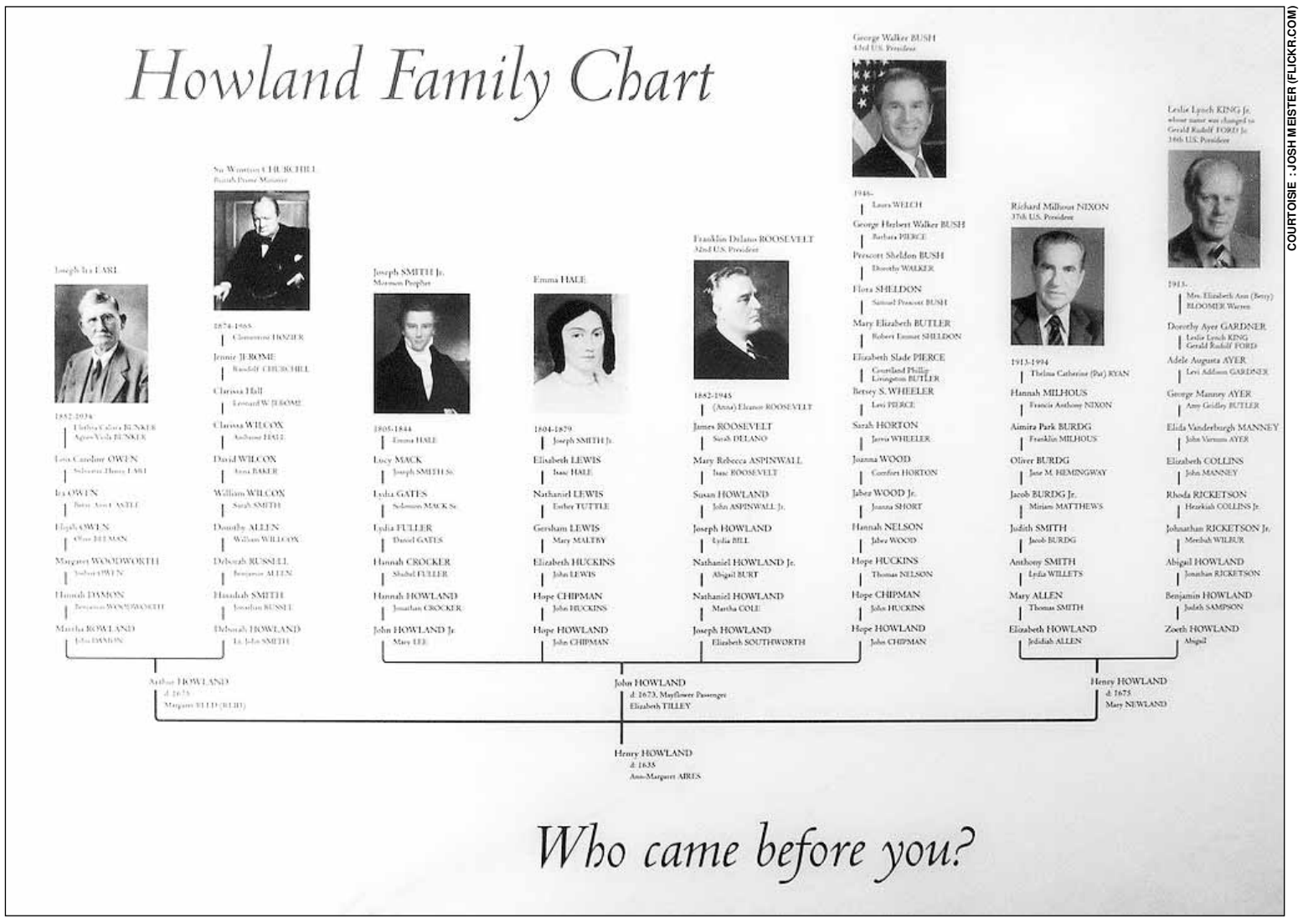
RELIGION ENRACINÉE

Dans la religion mormone, il y a plusieurs règles à suivre : ne pas boire de thé, de café ni d'alcool, ne pas fumer ou encore verser une dîme à l'Église correspondant à 10 % du salaire annuel. Un autre de leur devoir réside dans le fait de retracer ancêtres et descendants, ce qui leur permet de jouer un rôle-clé dans le monde de la généalogie.

Dominique LEMIEUX

Les mormons ont à cœur un projet d'une grande ampleur : recenser la totalité des humains ayant vécu depuis Adam et Ève. « *Une tâche quasiment impossible, dans la mesure où les registres d'état civil n'existent pas depuis la Genèse* », explique Bernadette Rigal-Cellier, professeure en études nord-américaines à l'Université Michel-de-Montaigne de Bordeaux, en France.

Pourquoi une initiative aussi magistrale ? Les fondements de leur religion fournissent la réponse. Selon les croyances mormones, les êtres humains, après leur mort, retournent au même point qu'avant leur naissance, soit à l'état d'esprit. Cette nouvelle vie spirituelle se poursuit en compagnie de leur famille, avec laquelle ils ont créé des liens sacrés durant leur vie terrestre. Une seule condition : tous doivent être convertis à la foi mormone. Il devient alors primordial de procéder au baptême de ses parents ou de ses aïeux non-mormons. Par contre, avant de les convertir, il faut les identifier. D'où l'importance de la généalogie.



COURTOISIE : JOSH MEISTER (FLICKR.COM)

Affiché dans le Temple mormon de Salt Lake City, ce tableau présente les descendants de l'Anglais, Henry Howard. Parmi eux : Bush, Wilson, Roosevelt et Churchill.

BAPTÊME POUR TOUS

Le baptême des morts est une tradition du mormonisme. Le fondateur de la religion, Joseph Smith, en a établi les règles au début du XIXe siècle. Smith affirmait que cette coutume était fréquente chez les premiers chrétiens, citant en exemple des passages du Nouveau Testament. La maison mère du mormonisme à Salt Like City, en Utah, par le biais de son site Internet, insiste sur le caractère inclusif de cette religion, par opposition à la conception traditionnelle où les âmes non baptisées sont damnées.

Les mormons sont donc obligés de remonter leur arbre généalogique afin d'assurer à leurs ancêtres l'accès au royaume de Dieu. Après coup, il devient même possible de sceller, par des liens éternels, l'union de couples décédés.

DES NON-MORMONS CONVERTIS ?

Lorsque leurs ancêtres sont retrouvés, les mormons ont le devoir d'établir la généalogie d'individus choisis au hasard. Plusieurs personnes décédées ont, de cette façon, été baptisées rétroactivement dans la religion mormone. Selon la tradition, l'âme a le choix d'accepter ou de refuser les engagements faits en leur nom. Comment ? En se manifestant durant la cérémonie du baptême. Si les célébrants sentent une opposition de l'âme concernée, ils interrompent tout. Selon les données du Family and Church History de Salt Lake City, plusieurs centaines de millions de défunts ont ainsi été baptisés, parmi lesquels Elvis Presley, Shakespeare, les anciens papes et Bouddha.

Les mormons ont toujours accordé une grande importance à la généalogie. « *En 1894, la Société généalogique de l'Utah fut créée, et, dès 1938, elle commença à microfilmer les registres de baptême, de mariage, d'état civil, les archives d'écoles, de prisons, de bateaux* », élabore Lisette Lacroix, directrice du Centre d'histoire familiale de Montréal, associé à l'Église mormone. La bibliothèque généalogique de l'Église, située à Salt Lake City, compterait aujourd'hui deux milliards de noms dans les bases de données et près de deux millions et demi de bobines de microfilms. Plus de 4 500 centres généalogiques liés à l'Église mormone, dont deux à Montréal, se retrouvent dans plus de 70 pays. Grâce à ces centres, la bibliothèque continue à élargir ses bases de données. Les originaux de toutes les copies que possède la bibliothèque sont conservés dans un abri antiatomique au creux des montagnes du Little Cottonwood Canyon, près de Salt Lake City.

UNE CROYANCE AU SERVICE DE LA GÉNÉALOGIE

Grâce à leurs moyens techniques et financiers, les travaux de l'Église mormone sont devenus une référence majeure pour les généalogistes. « *L'accès aux documents d'ici ou d'ailleurs est grandement facilité par l'ampleur de leur collection* », admet Sylvie Tremblay, généalogiste au Centre canadien de généalogie de Bibliothèques et Archives Canada.

Au XXIe siècle, l'Église mormone a augmenté son champ d'action grâce à Internet. Dans le site familysearch.org, il est possible de consulter les index de tous les documents. De plus, depuis 2005, il est possible de faire numériser ses propres documents familiaux. Ces fichiers sont alors mis à la disposition de tous sur tous les supports possibles.

Un nouveau programme prévoit mettre en ligne plus de 80 milliards de nouveaux fichiers. « *Ce service devrait être au point au milieu de 2008*, confirme Lisette Lacroix. « *Nos ancêtres des quatre coins du monde pourront bientôt être retrouvés en un simple clic* », s'enthousiasme-t-elle. Étonnant pour une Église qui ne compte que 12 millions de membres.

LES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES DE FAMILLES

Pratique en vogue, plusieurs familles se sont regroupées en associations internationales et organisent des réunions entre cousins éloignés et tantes inconnues. La Confédération française des familles-racine (CFFR), organise des voyages pour permettre aux Français d'aller rencontrer leurs cousins éloignés. Charbonneau, Bélanger, Asselin et autres seront du voyage pour les 400 ans de Québec.

L'homologue québécois de la CFFR, la Fédération des familles souches du Québec organise de son côté, des rencontres, mais aussi des voyages de famille, des recherches généalogiques et même des journaux familiaux. Certaines associations familiales proposent même des articles promotionnels : chandails, stylos, tasses avec le blason familial… La cotisation est d'environ 25 $ par année et l'on peut devenir membre à vie pour 250 $.

(Gabrielle CHARBONNEAU)

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 17

L'avenir de la généalogie

ADN, DIS-MOI D'OÙ JE VIENS

Alors que la généalogie connaît un réel engouement depuis quelques années en Occident, la multiplication des unions libres, noms composés et déménagements rend la recherche d'ancêtres bien compliquée. Les généalogistes de demain devront trouver une solution pour adapter leur science à ces nouveaux phénomènes sociaux. Et si la génétique s'en mêlait ?

Alexandra ROY

La généalogie classique repose sur l'enregistrement systématique d'événements démographiques tels que les naissances, les baptêmes, les mariages et les décès. C'est sur les certificats de mariage que se trouve l'information relative à l'ascendance des individus. Or, les gens se marient beaucoup moins aujourd'hui qu'il y a trente ans. Cette réalité sociale complique la tâche des généalogistes et les incite à trouver d'autres options de recherche. « *Le phénomène des unions libres nuit à la généalogie de demain, parce qu'on n'a plus l'information qui nous permet de remonter d'une génération à l'autre. Si on ne reprend pas cet enregistrement, dans cent ans, les gens ne pourront plus retrouver leurs origines* », prévient Bertrand Desjardins, chercheur au Département de démographie historique de l'Université de Montréal.

De plus, l'accès aux nouvelles technologies comme Internet assombrit l'archivage des données démographiques. « *Les gens ne laissent plus leurs traces comme autrefois*, explique Nicole Boyer, archiviste à la Société d'histoire et de généalogie de l'Île-Jésus (Laval). *Depuis un an, nous avons remarqué une baisse d'achalandage. Avant, les gens venaient fouiller dans les registres de la société, maintenant ils peuvent faire ça du bout des doigts à la maison avec Internet.* »

SE SERVIR DE LA SCIENCE

Une nouvelle science pourrait servir de complément à la généalogie traditionnelle. Il s'agit de la génétique, soit l'utilisation de l'ADN pour remonter le temps. Aussi appelée généalogie moléculaire, cette technique permet d'établir des liens de parenté sur la base de l'ADN, mais également de fournir des renseignements sur l'ethnie et l'identité des individus.

Un des avantages de la généalogie génétique par rapport à la méthode traditionnelle est la fiabilité des résultats. Comme l'explique M. Desjardins, « *il y a toujours un élément de doute qui réside dans la méthode classique à cause de l'infidélité et des mensonges des gens de l'époque. La généalogie génétique peut facilement remédier à ce problème, car les gênes, eux, ne mentent pas.* »

La généalogie génétique est possible en théorie, mais utopique en pratique, selon Martin Houle, chercheur à l'Institut de recherches cliniques de Montréal. Tant qu'il n'y aura pas de base de données universelle, cette technique restera dans l'ombre. « *Si les données relatives à l'ADN étaient répertoriées pour chaque individu sur la planète, on pourrait facilement établir une généalogie, mais on est loin de là. Il faudrait que les gouvernements soient prêts à investir pour créer des bases de données universelles et je ne suis pas certain qu'on soit prêt à partager notre information génétique avec tout le monde* », explique-t-il. L'ADN contient des informations confidentielles sur les individus qu'il ne vaut mieux pas révéler, selon lui. Par exemple, une compagnie d'assurances pourrait découvrir les risques de maladie d'un client potentiel et décider de ne pas l'assurer.

Pour l'instant, le marché de la généalogie génétique se concentre dans une douzaine de laboratoires privés aux États-Unis. Pour se procurer le « kit » de prélèvement d'ADN, les gens doivent payer entre 100 $ et 500 $. Les données d'ADN sont ensuite comparées afin d'établir des correspondances entre les individus suspectés d'avoir des liens de parenté.

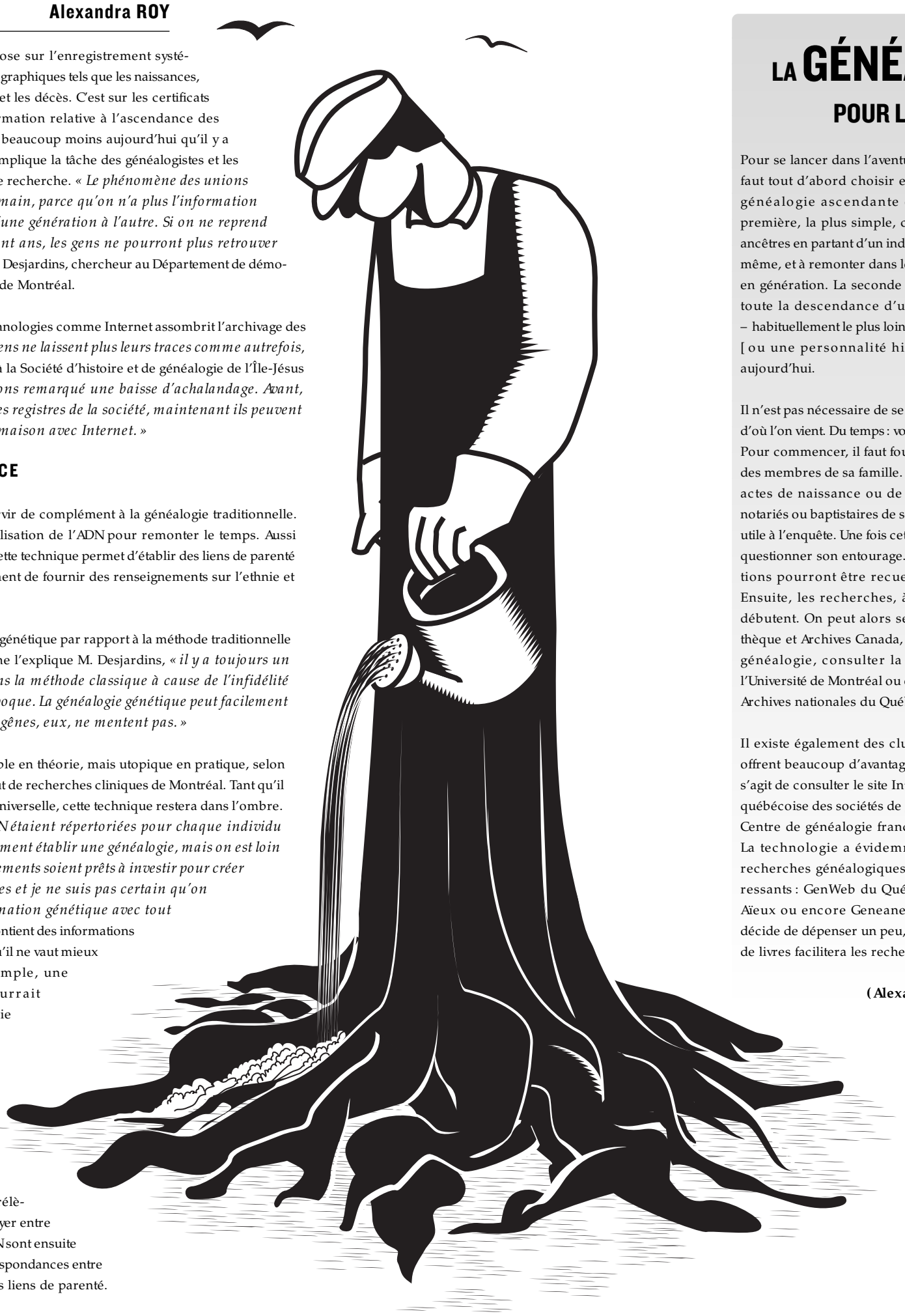


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

LA GÉNÉALOGIE POUR LES NULS

Pour se lancer dans l'aventure de la généalogie, il faut tout d'abord choisir entre deux options : la généalogie ascendante ou descendante. La première, la plus simple, consiste à retracer ses ancêtres en partant d'un individu, par exemple soi-même, et à remonter dans le temps, de génération en génération. La seconde a pour but de trouver toute la descendance d'un ancêtre spécifique – habituellement le plus loin possible dans le temps [ou une personnalité historique] – jusqu'à aujourd'hui.

Il n'est pas nécessaire de se ruiner pour découvrir d'où l'on vient. Du temps : voilà ce dont on a besoin. Pour commencer, il faut fouiller. Chez soi ou chez des membres de sa famille. Certificats de mariage, actes de naissance ou de décès, anciens actes notariés ou baptistaires de ses aïeux : tout peut être utile à l'enquête. Une fois cette étape réalisée, il faut questionner son entourage. Beaucoup d'informations pourront être recueillies de cette façon. Ensuite, les recherches, à proprement parler, débutent. On peut alors se tourner vers Bibliothèque et Archives Canada, le Centre canadien de généalogie, consulter la base de données de l'Université de Montréal ou encore Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ).

Il existe également des clubs de généalogie qui offrent beaucoup d'avantages. Pour les trouver, il s'agit de consulter le site Internet de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie ou celui du Centre de généalogie francophone d'Amérique. La technologie a évidemment fait évoluer les recherches généalogiques. Quelques sites intéressants : GenWeb du Québec, BMS 2000, Mes Aïeux ou encore Geneanet. Finalement, si l'on décide de dépenser un peu, l'achat de logiciels ou de livres facilitera les recherches.

(Alexandra DURANCEAU)

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 18

Le marché de la généalogie

UNE AFFAIRE FAMILIALE

On dit que l'argent ne pousse pas dans les arbres. Mais pour certaines entreprises, l`intérêt du public pour les arbres généalogiques est une source d'importants profits.

John MICHAEL

Auparavant, la généalogie était une affaire d'élites attachées à retracer leurs nobles ancêtres. Aujourd'hui, Monsieur et Madame Tout-le-Monde sont de plus en plus intéressés à découvrir leurs racines et plusieurs entreprises sont impatientes de les aider. « *Ça n'arrête pas, c'est très populaire* », observe Bertrand Desjardins, chercheur au département de démographie de l'Université de Montréal. « *Les gens sont très intéressés à rechercher leurs racines et ils sont prêts à payer pour avoir une information de qualité.* »

Selon Kathleen Hinkley, directrice de l'Association professionnelle des généalogistes, le premier signe d'intérêt pour la recherche généalogique chez les Américains remonte à 1976, année du bicentenaire de l'indépendance. « *Aujourd'hui, le monde des affaires montre plus d'intérêt que jamais pour la généalogie, il y a de l'argent à faire là-dedans* », déclare-t-elle. Selon la spécialiste, une des raisons de cet intérêt accru tient du fait que les baby-boomers font de la généalogie un passe-temps à leur retraite.

LA FACILITÉ DE L'INTERNET

Internet est une autre raison qui explique la popularité de la généalogie. « *Depuis l'avènement d'Internet, l'industrie de la recherche généalogique a vraiment décollé* », observe Steve Haney, généalogiste professionnel et propriétaire des Services de généalogie de l'Ontario. « *Des gens de tous les milieux en font leur passe-temps* », explique-t-il.

Une des entreprises qui tire avantage du phénomène est Ancestry.ca, la plus grande banque de données en ligne pour l'historique familiale canadienne. Elle appartient à The Generations Network, un gigantesque réseau de sites contenant plus de 400 millions de noms canadiens et des milliards d'autres provenant du reste de la planète. La collection Drouin, qui contient l'ensemble des dossiers historiques canadiens français de 1621 jusqu'aux années 1940 en fait aussi partie.

Ancestry.ca offre aux consommateurs un ensemble d'abonnements, allant de 9,95 $ par mois à 335,40 $ par an. Plusieurs options sur le site sont gratuites, comme la création d'un arbre généalogique et le choix d'inviter d'autres membres de votre famille dans votre arbre.

UNE INDUSTRIE PROMETTEUSE

En octobre dernier, la compagnie d'actions privées Spectrum Equity Investors a annoncé qu'elle allait acquérir The Generations Network. Un achat qui, selon Suzanne Bonner, directrice des relations publiques pour Ancestry.ca, est un exemple de l'importance du marché de la généalogie. « *L'industrie de l'histoire familiale est très prometteuse et notre acquisition récente en est la preuve* », déclare-t-elle.

Nos ancêtres des quatre coins du monde pourront bientôt être retrouvés en un simple clic

Lisette Lacroix
directrice du Centre d'histoire familiale de Montréal

RECHERCHE COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Oyez Oyez !

Vous êtes intéressés à collaborer à votre journal étudiant ? *Quartier Libre* tient des réunions de production au local B-1274-6.

Aucune expérience requise.

Zimbabwe

MUGABE : L'INVITÉ ISOLÉ

Les 8 et 9 décembre prochains se tiendra le sommet Union européenne-Afrique à Lisbonne, au Portugal. La présence du controversé Robert Mugabe, président du Zimbabwe, suscite de vives réactions. Le premier ministre britannique, Gordon Brown, a décidé de boycotter la rencontre. Analyse de la situation.

Laure MARTIN

Les dirigeants africains, comme les organisateurs Portugais, ont insisté pour que Robert Mugabe puisse assister au sommet Union européenne-Afrique. Une présence jugée nécessaire en vue de l'adoption d'une stratégie conjointe pour l'avenir de la coopération entre les deux continents. Celle-ci est de plus en plus menacée par l'implication grandissante de la Chine sur le continent noir. Il y a pourtant des limites que Gordon Brown n'a pas souhaité franchir, mettant sa menace à exécution et décidant de boycotter le sommet.

COURTOISIE : JUDYGR (FLICKR.COM)

Manifestation de protestation à Londres contre le régime de Robert Mugabe le 17 mars 2007.

UN ZIMBABWE SCRUTÉ

Le premier ministre britannique n'est pas le seul dirigeant occidental à avoir Robert Mugabe dans sa ligne de mire. Les États-Unis imposent des sanctions économiques au Zimbabwe. L'Union européenne fait de même, en interdisant de séjour 131 dirigeants zimbabwéens pour manquement aux droits de l'Homme et à la démocratie.

Londres et Harare entretiennent depuis plusieurs années des relations houleuses. Fin 2003, le président Mugabe a retiré son pays du Commonwealth, mécontent des sanctions qui lui étaient infligées. Dans l'une de ses virulentes sorties contre le président africain, Gordon Brown a appelé l'Afrique du Sud à mettre fin à son activité commerciale avec son voisin zimbabwéen.

QUELQUES PAYS MAINTIENNENT LEUR AIDE

« *Le président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, est en désaccord avec la déclaration de Gordon Brown* », souligne M. Breytenbach, professeur spécialiste de politique africaine à l'Université de Stellenbosch, en Afrique du Sud. « *Il considère que la situation au Zimbabwe est un problème interne dont il ne faut pas se mêler et il ne compte pas arrêter les échanges économiques avec ce pays.* »

La Chine est le seul pays non africain qui accepte d'avoir des relations économiques avec le Zimbabwe. Des rumeurs ont récemment fait état d'une exaspération de Pékin face aux problèmes internes du pays de Mugabe. Le ministère des affaires étrangères chinois les a tout de suite démenties. Plusieurs accords de coopération ont été conclus entre les deux pays dans divers domaines comme l'agriculture, l'éducation, la santé, la science, l'aide humanitaire et la technologie. « *La Chine est intéressée par les ressources naturelles du Zimbabwe, notamment les minerais et le charbon* », souligne Suzanne Dansereau, professeur en développement international à la Saint Mary's University de Halifax et experte de l'État africain. « *Le Zimbabwe en tire des avantages, car les investissements créent des emplois* », ajoute-t-elle.

UNE AIDE VERSÉE DIRECTEMENT À LA POPULATION

Malgré tout, le chômage touche 80 % de la population du Zimbabwe et le taux d'inflation dépasse les 7000 %. Quatre millions de Zimbabwéens dépendent de l'aide alimentaire. En 2006, la France a accordé 700 000 euros d'aide alimentaire à cette population. De plus, le 8 octobre dernier, la Grande-Bretagne a donné huit millions de livres sterling au Programme alimentaire mondial, afin de venir en aide aux Zimbabwéens menacés de famine.

La réforme agraire de 2000 est à l'origine de la crise économique actuelle. Le président Mugabe, arrivé au pouvoir au moment de l'indépendance du pays en 1980, a fait voter une loi permettant la saisie des terres agricoles des 4500 exploitants blancs afin de les redistribuer aux fermiers noirs. « *Selon Mugabe, les colons ont pris les terres de leurs ancêtres sans leur donner de compensations* », explique Suzanne Dansereau. « *Il estime pouvoir faire de même aujourd'hui.* »

Cependant, « *au lieu de redistribuer les terres aux paysans zimbabwéens d'origine, Mugabe les donne à ses proches, aux ministres et aux sympathisants du parti* », précise Mme Dansereau Cette situation entraîne le mécontentement des citoyens qui, à l'origine, ont appuyé les principes de la réforme. « *Le problème, c'est que les proches du président ne sont pas des fermiers* », souligne Léo Kalinda, journaliste à Radio-Canada qui a fait plusieurs voyages et reportages au Zimbabwe. « *Alors que ce pays était le grenier de l'Afrique australe, maintenant, il n'y a plus de culture.* » Le président Mugabe parvient à se maintenir au pouvoir avec l'appui de la police, de l'armée et de l'élite politique qui gouverne à ses côtés. Il les a d'ailleurs mobilisés dernièrement pour promouvoir sa réélection en mars 2008. Le parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique, dénonce le trucage des élections, mais la forte répression limite ses moyens d'expression. La population zimbabwéenne vit dans une oppression sévère. Il n'existe pas de liberté d'association ni de réunion.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 19

Thaïlande

D'ÉLECTIONS EN COUPS D'ÉTAT

L'élection législative thaïlandaise du 23 décembre prochain se prépare dans l'incertitude, un peu plus d'un an après le coup d'État qui a renversé le gouvernement. Les militaires au pouvoir ont à l'œil le Power People Party (PPP) qui pourrait bien l'emporter.

Yoan MARIER

Avec le scrutin prévu dans les prochains jours par la junte militaire au pouvoir, un nouveau cycle politique est sur le point de débuter. « *Il y a en Thaïlande, depuis longtemps, une alternance entre démocratie et pouvoir militaire* », explique Dominique Caouette, professeur adjoint au Département de science politique de l'Université de Montréal. Le 19 septembre 2006, c'est le premier ministre Thaksin Shinawatra – aujourd'hui en exil à Londres – qui était renversé par les militaires. Depuis, les dirigeants déchus se sont réorganisés en formant le PPP et comptent bien récupérer ce qu'ils ont perdu.

Lorsque les militaires se sont emparés du pouvoir, ils ont promis de tenir des élections avant la fin de 2007, ce qui sera chose faite dans les prochains jours. Leur crédibilité est donc maintenue aux yeux de la communauté internationale et de la population, comme l'explique Manuel Litalien, membre du Groupe de recherche sur la gouvernance démocratique et l'ethnicité de l'UQAM. Toutefois, il ajoute que « *les militaires n'avaient pas prévu que le PPP aurait une si grande popularité, sa victoire serait un cauchemar pour eux* ». Les personnes qui reprendraient le pouvoir seraient sensiblement les mêmes que celles qui avaient été renversées.

Même en cas de déroute électorale, il est difficilement imaginable que les militaires disparaissent à l'issu de l'élection. Comme le souligne, M. Caouette, ils se voient comme des arbitres devant intervenir lorsque le gouvernement devient trop corrompu. Un tirage de ficelles à l'ombre des casernes qui ne semble pas déranger une population qui « *ne s'est pas vraiment mobilisée* ». « *Elle est habituée et d'accord, jusqu'à un certain point, avec l'action des militaires* », poursuit-il.

Le contrôle des militaires sera fort pendant la période électorale.

Jean-Philippe Leblond
membre de la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques

PHOTO : FILM COLOURIST (FLICKR.COM)

Les chars d'assault de l'armée thaïlandaise devant le Parlement de Bangkok en septembre 2006.

LES OBSERVATEURS INQUIETS

« *S'il veut diriger en paix, le nouveau gouvernement doit être favorable aux militaires* », souligne M. Caouette. Cette situation laisse donc planer un doute sur le bon déroulement de l'élection et des premiers instants du gouvernement, advenant une victoire du PPP. Ce doute est d'ailleurs renforcé par le récent refus du général Sonthi Boonyaratglin, au pouvoir actuellement, de démentir la rumeur voulant qu'un autre coup d'État soit lancé contre le PPP si celui-ci l'emporte.

D'après les dires du chef de la junte militaire, ces élections signifient le retour vers un gouvernement démocratique libre et indépendant. Elles inquiètent toutefois certains spécialistes, comme Jean-Philipe Leblond, membre de la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques, pour qui « *il est clair que le contrôle des militaires sera fort pendant la période électorale* ».

Pour Manuel Litalien, que le gouvernement militaire en Thaïlande cherche à limiter la liberté politique. Plusieurs règles rendent en effet illégal le fait de jouer de la musique lors de rassemblements partisans ou encore de se réunir à plus de cinq personnes sans l'autorisation de la commission électorale. Pour le chercheur, « *ces nouvelles mesures laissent croire que les militaires veulent entraver l'action des partis politiques* ».

Jean-Phillipe Leblond croit que le PPP est le seul parti qui semble « *libre et indépendant des militaires* », contrairement aux autres partis d'opposition comme le Parti démocrate ou le Parti des Thaïs unis. Le PPP a déjà de très bons appuis dans la population, comme l'indique un récent sondage du quotidien *Bangkok Post* lui donnant 51 % des suffrages. « *Le PPP aurait encore plus de pouvoir si le système politique était libre* », soutient-il.

VERS UN AUTRE COUP D'ÉTAT ?

Toutefois, selon Manuel Litalien, « *même si le PPP gagne, les militaires n'ont pas intérêt à déclencher un coup d'État immédiatement après l'élection* ». Ils risqueraient de se mettre la communauté internationale et toute la population thaïlandaise à dos. Il est toutefois bien clair, selon lui, que les militaires ne disparaîtront pas pour autant : « *Ils vont jouer à l'arrière de l'arène politique comme ils l'ont toujours fait.* » Pour le spécialiste, le coup d'État de 2006 a été un échec évident : « *Les militaires n'ont pas réussi à créer l'unité au sein de la population ni à enrayer la corruption.* » Cela sans compter la situation des droits de l'Homme et de la liberté de presse, qui est « *pire maintenant que durant les années Thaksin* », affirme-t-il.

S'il veut diriger en paix, le nouveau gouvernement doit être favorable aux militaires.

Dominique Caouette
professeur adjoint au Département de Science politique, UdeM.

19 COUPS D'ÉTAT EN 75 ANS

Les Thaïlandais n'en sont pas à leur premier coup d'État. Celui de 2006 est le 19e depuis 1932. Ces soulèvements ont tous été exécutés par les militaires et encouragés par différents groupes défavorables au gouvernement en place. Le coup d'État du 19 septembre 2006 a été orchestré par une coalition d'acteurs issus du pouvoir militaire et de la classe moyenne bourgeoise. Cette dernière se sentait laissée par les mesures populistes de Thaksin. Les militaires sont passés à l'action alors que le premier ministre était à New York pour l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils ont justifié leurs actions en invoquant la corruption du gouvernement en place et les nombreuses divisions dans la société thaïlandaise. Le précédent coup d'État remontait à 1991.

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE
Cours et emplois
(*1981)
rabais Internet
www.ecoledesmaitres.com
514-849-2828
1-800-561-1781

APPARTEMENTS / LOCATION
VADLAVAN INC. GESTION IMMOBILIÈRE
APPARTEMENTS À LOUER
VADLAVAN Inc., entreprise de gestion d'immeubles, offre le plus grand choix d'appartements dans le secteur situé entre l'artère commerciale Côte-des-Neiges (métro C-d.-N) et le Pavillon principal de l'Université (Métro UdM)
Près de 400 appartements à prix raisonnable (dans de petits immeubles résidentiels).
Tous sont en condition impeccable.
Nous proposons des appartements de toutes les tailles:
(1 ½ , 2 ½, 3 ½, 4 ½ , 5 ½,) non meublés ou meublés et équipés à la carte: nous offrons des baux de courtes durée ou de longue durée et nous avons aussi des appartements de luxe au ROCKLEDGE.
3505, boul. Edouard Montpetit, bureau 1, Montréal (Québec) H3T 1K6
(composez 5000 sur le clavier numérique dans le hall d'entrée)
Téléphone : 514-736-0554 • Télécopie : 514-736-1474
www.total/net~rockledge courriel : rockledg@total.net

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 20

Critique d'essai

JE MENS, TU MENS, IL MENT, NOUS MENTONS

Larra CHARLES

Qui ne s'est jamais fait dire qu'il ne faut pas mentir ? Pourtant, nous mentons tous. C'est en tout cas le constat que fait Michel Fize, sociologue au Centre d'ethnologie française et auteur du livre *Les menteurs, pourquoi ont-ils si peur de la vérité ?* Selon lui, le phénomène du mensonge est une altération intentionnelle du savoir dans le but de tromper autrui ou soi-même. À l'extrême, on peut le qualifier de trouble psychiatrique définit sous le nom « *pseudologia fantasica* », dont souffre les mythomanes et les fabulateurs.

D'après M. Fize, qu'il s'agisse de mensonges altruistes ou égoïstes, qu'ils soient petits ou gros, nous mentons pour nous imposer aux autres, pour séduire, pour ne pas blesser et même parfois pour nous protéger. Il ne faut pas croire que le mensonge n'a qu'une seule forme, le menteur peut le présenter sous la forme d'un silence, d'une imposture, d'une fraude ou d'une calomnie. Selon l'auteur, la recette pour construire un mensonge est simple : « *propagande, publicité et préjugé qui donnent de l'information "mentie"* ». S'exprimer d'un ton ferme avec assurance, et le tour est joué.

Très accessible, ce dernier livre de Michel Fize se lit aisément. Les divers exemples rendent la lecture agréable et légère. « *"Regardez, frère Thomas, il y a là un bœuf qui vole !", dirent un jour à Thomas d'Aquin deux novices, ravis de le voir se déplacer à la fenêtre pour observer un fait aussi extraordinaire. La victime se contenta de leur faire observer qu'il eût été "moins surpris de voir un bœuf voler qu'un religieux mentir"* ». On saisit bien la nature et les raisons d'être du mensonge ainsi que les conséquences qu'il peut engendrer.

Pour les plus curieux, désireux d'étudier la philosophie du mensonge, les nombreuses références et citations mentionnées tout au long du texte laissent la porte ouverte à une recherche approfondie sur la question. Une fois la lecture de la première partie du livre achevée, on retrouve un petit éloge de la sincérité, question de faire réfléchir ceux et celles qui ne savent pas sur quel pied danser, dans un monde où le mensonge est omniprésent et accepté par la plupart d'entres nous. En effet, il est facile d'accepter un mensonge qui n'est pas sanctionné par la loi, par exemple en signant « *amicalement vôtre* » à la fin d'un texte, alors qu'on n'est absolument pas ami avec la personne à qui l'on écrit.

Amicalement vôtre
Quartier Libre

Les menteurs. Pourquoi ont-ils peur de la vérité ? Michel Fize, Les éditions de l'homme, 2007

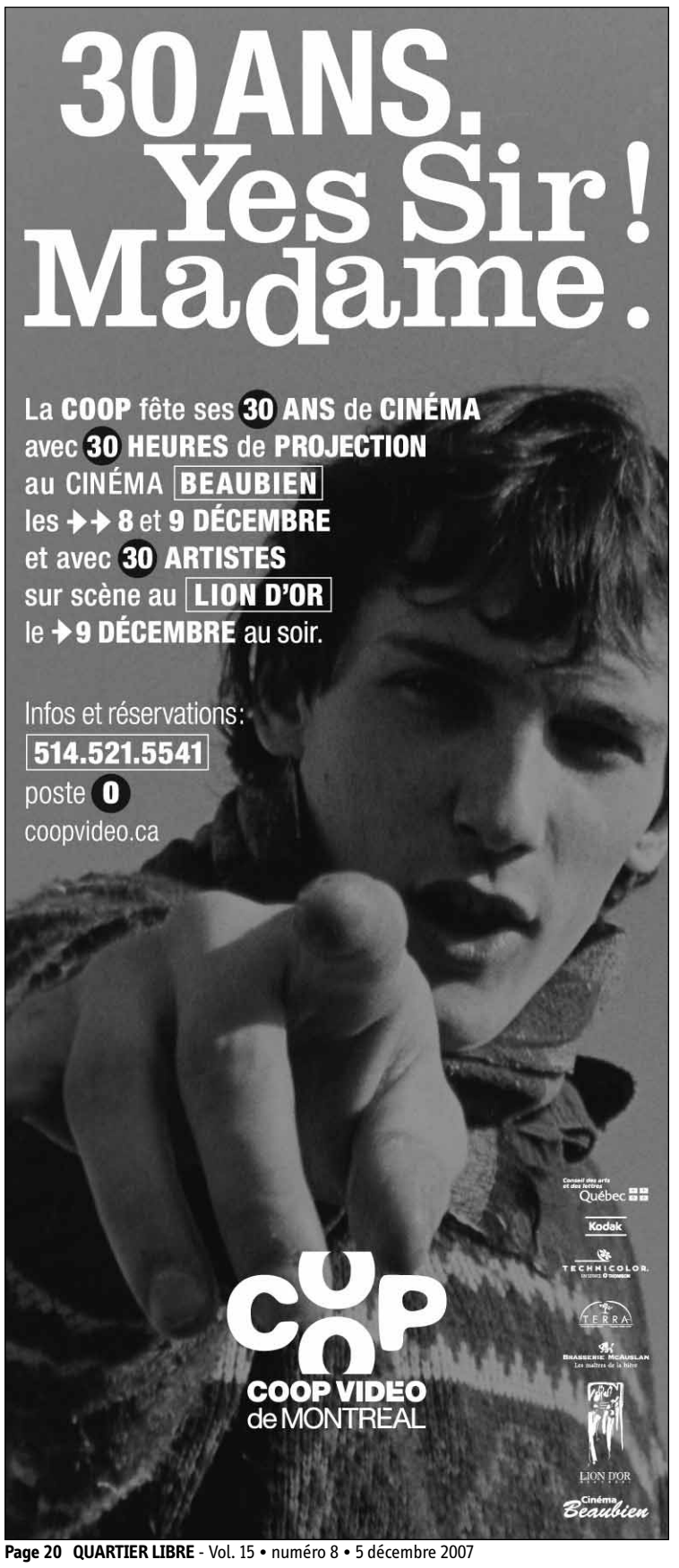
MANIFESTATION DE « DROITE » À MONTRÉAL

PHOTO : VALÉRIE SIMARD

Les slogans de droite ont pris d'assaut le centre-ville de Montréal le 23 novembre dernier. S'inspirant d'une initiative française née en 2003, environ 70 étudiants ont participé à une manifestation débutant au Square Victoria. « *La gauche est ancrée dans le conservatisme et refuse le progrès*, a déclaré Philippe Morissette, porte-parole du fictif Institut Bastiat pour l'instauration de la droite (IBID), organisateur de l'événement. *La droite est l'incarnation du progrès économique et individuel* », poursuit-il avec sarcasme.

Les slogans comme « *1 000 pauvres de moins, un riche de plus* », « *plus de polices, moins d'artistes* » et « *moins de théâtre, plus de télé* », laissaient aisément percevoir le côté satirique de l'évènement, lequel visait à souligner l'absurdité des propositions sociales défendues par la droite. Après avoir célébré une messe, cierges en main, en l'honneur du capitalisme, les manifestants ont déambulé dans les rues du centre-ville, à l'ombre des gratte-ciel, sous le regard perplexe des passants.

(Valérie SIMARD)



Le père Noël fuit le centre-ville

Il sera difficile de rencontrer un père Noël dans le centre-ville de Montréal durant les fêtes. Habitués des galeries et des artères commerçantes, les hommes en rouge semblent les bouder cette année. D'après les recherches effectuées par *Quartier Libre* auprès d'une vingtaine de centres d'achats et d'associations de commerçants montréalais, seule une poignée de papas Noël battra le pavé dans les prochains jours.

Il y en aura bien deux au Complexe Desjardins mais aucune barbe blanche en vue au Complexe Les Ailes ou au Centre Eaton. En ce qui concerne les marchés centraux (Jean Talon, Atwater, Maisonneuve…), les enfants devront se raviser car les responsables souhaitent « *se démarquer des autres* ». Sauf que « les autres » ont tous eu la même idée cette année : pas de père Noël. « *Avant oui, mais pas cette année* », « *non jamais, pas besoin* » font partie des réponses négatives que *Q.L.* a reçues. La société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, par exemple, a prévu de faire la fête, mais avec des amuseurs publics, « *pour célébrer la fin des travaux* [du boulevard] ». Une sorte de party de bureau pour célébrer le retour en masse des clients. Du côté des commerçant du Quartier du musée (aux alentours de l'Université Concordia), la raison est simple : « *nous n'avons jamais eu le budget pour* ». La Plaza Saint-Hubert, traditionnellement grande fournisseuse en pères Noël, n'en aura « que » 5 cette année, contre 19 en 2006.

Les pères Noël seraient-ils trop cher à employer ? Pour le savoir, nous sommes entrés en contact avec Henri Paquet, président de l'Association des pères Noël du Québec. Il n'a malheureusement pas souhaité nous donner d'explication. Toujours est-il qu'en ces temps de disette sociale, de pédophilie ultra-médiatisée et d'accommodements raisonnables, la pratique du métier de père Noël est devenue une tâche bien ardue. Enquête indépendante sur le passé judiciaire avant embauche, règles déontologiques régissant la prise de l'enfant (par les aisselles et non les hanches) ou encore les sujets de discussion (pas de promesses, pas de religion…). Et si les pères Noël montréalais, employés à l'année pour certains (véridique) ou dès novembre (pour ceux de la parade de la rue Sainte-Catherine), avaient pliés leur hôte, désabusés ? En ce qui concerne le vrai père Noël, il est attendu dans le ciel montréalais pour la nuit du 24 décembre. Lui sera là, c'est sûr.

(Thomas GERBET)

Grosses commissions

La commission Johnson pour faire la lumière sur l'effondrement du viaduc de la Concorde a couté 6,4 millions de dollars. C'est 1,7 million de plus que les coûts de réparation du pont. On ne connaît pas encore les coûts engendrés par la commission Bouchard-Taylor, qui s'achèvera en mars 2008. Une chose est sûre : elle aura fait, en quelques forums et passations de micros, plus de dégâts dans les relations entre les communautés que les quelques accommodements raisonnables qui ont légitimé sa mise en place.

(T. G.)

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 21

Première édition du Festival du film brésilien de Montréal

LE BRÉSIL AU CŒUR DE L'HIVER

Du 14 au 20 décembre, l'association *Jangada* propose la première édition du Festival du film brésilien de Montréal, au Cinéma du Parc, et souhaite en faire un rendez-vous annuel de la culture brésilienne.

Benjamin LÉON

Une semaine avant Noël, Montréal prendra les couleurs du Brésil. Aux commandes du projet : l'association *Jangada*, qui s'occupe de promouvoir la culture brésilienne en France avec le Festival du film brésilien de Paris, ainsi que le regard de deux femmes. La première, Katia Adler, est la présidente du festival, et la seconde, Leticia Godinho, est organisatrice du festival à Paris et coproductrice de l'événement à Montréal. Le parcours de Leticia Godinho n'est pas étranger à ce nouveau rendez-vous : « *Étudiante en cinéma à l'UdeMen 2004, je me suis rendu compte qu'il n'y avait rien concernant la culture brésilienne à Montréal, alors qu'il y a une communauté brésilienne de plus en plus importante* », rapporte la jeune femme. Si la ville bénéficie déjà d'un festival du cinéma latino-américain chaque année en mars avec *Festivalissimo*, la culture brésilienne y est associée à des cultures hispaniques. Selon Leticia Godinho, « *la communauté brésilienne de Montréal jongle avec les événements de la communauté portugaise et son identification reste difficile en l'absence d'un événement clairement identifiable à sa communauté* ». Les projets d'implantation du Festival du film brésilien ne s'arrêtent pas là pour *Jangada*. La manifestation se déroule en parallèle et à une semaine d'intervalle avec le Festival brésilien de Toronto. Une programmation identique à celle de Montréal doit permettre « *de convoquer deux publics différents et de voir, au terme des deux festivals, les options et les orientations à prendre pour les prochaines éditions* », rapporte Leticia Godinho.

PHOTO : COURTOISIE JANGALA

Mestre Bimba, la Capoeira illuminée de Luiz Fernando Goulart, un des films programmés dans le premier Festival du film brésilien de Montréal.

À Montréal, la communauté brésilienne jongle avec les événements de la communauté portugaise et son identification reste difficile en l'absence d'un événement clairement identifiable à sa communauté

Leticia Godinho
coproductrice du Festival du film brésilien de Montréal

AVEC UN REGARD DIFFÉRENT

Pendant six jours, la sélection de longs-métrages de fiction et de documentaires présentée se veut le reflet de la production cinématographique du Brésil d'aujourd'hui. Parmi les films de fiction, notons la présence d'*Antonia* de Tata Amaral, film présenté en 2006 au festival de Toronto. Il raconte le destin de quatre jeunes femmes bien décidées à transformer leur rêve de devenir musiciennes en réalité. Également au programme : *La Machine* de Joao Falcao, prix du public au festival de Rio en 2005, relate l'histoire mystérieuse d'une petite cité du nom de *Nordestina* d'où les habitants cherchent à s'échapper. Quant à la programmation documentaire, elle propose un panorama des principaux éléments culturels du Brésil grâce à *Cartola, le roi de la Samba* (Lirio Ferreira et Hilton Lacerda), *Ginga* (Hank Levine, Marcelo Machado et Tocha Alves) sur les particularités du soccer brésilien et *Mestre Bimba, la Capoeira Illuminée* (Luiz Fernando Goulart).

La sélection des thèmes est relativement connue du grand public, ce dont Leticia Godinho a bien conscience : « *Nous avons essayé, avec cette première édition, de mettre en avant des choses bien connues du grand public sur la culture brésilienne, mais avec un regard différent.* » Le festival veut permettre de faire connaître un cinéma dont la production n'a cessé d'augmenter ces dernières années. La diffusion de courts-métrages d'animation de Daniel Schorr, cinéaste brésilien vivant à Montréal, permet d'enraciner la manifestation culturelle au Québec. Enfin, le festival est complété par une exposition du photographe Jorge Camarotti, intitulée *De Sao Paulo à Montréal sans escales*.

Festival du cinéma brésilien
de Montréal, du 14 au 20 décembre
au Cinéma du Parc.

brazilfilmfest.net

Documentaire

Le dernier continent

VOYAGE INTÉRIEUR

L'Antarctique : le dernier continent. Éloigné des hommes, mais pas des effets de leur empreinte. Pendant 430 jours, Jean Lemire et son équipage l'ont sillonné pour y observer les effets des changements climatiques. Le film qu'ils en rapportent est émouvant.

Valérie SIMARD

Dès son retour sur le continent américain, le biologiste et cinéaste a longuement raconté l'aventure qu'il a vécue à la hauteur du 50e parallèle. Mais, même si beaucoup de choses ont déjà été dîtes sur cette Mission antarctique, mieux vaut voir ce film. Pas nécessairement parce qu'on aurait de la difficulté à le croire, mais parce que les images sont saisissantes. Des couchers de soleil sur la baie de Sedna aux phoques en pleine action qui dévorent le krill en passant par les centaines de manchots qui prennent d'assaut la banquise, les images captées par l'équipe, notamment par le caméraman-plongeur, Mario Cyr, ne peuvent faire autrement que de susciter l'émerveillement. D'une qualité technique exceptionnelle, elles témoignent de l'hommage qu'a voulu rendre Jean Lemire à cette nature en plein bouleversement.

PHOTO : COURTOISIE LES FILMS SÉVILLE

Jean Lemire, biologiste et cinéaste.

Le dernier continent ne s'attarde pas aux données scientifiques récoltées pendant la mission. Trois heures y seront consacrées prochainement lors de l'émission *Découverte* de Radio-Canada. Le cinéaste a plutôt voulu raconter l'aventure qu'il a vécue avec les douze membres de l'équipage. Il a mis l'accent sur l'expérience humaine et le voyage intérieur qu'ils ont réalisés à bord du voilier. Le film s'ouvre sur une scène soulignant le premier anniversaire de la mission. Une scène qui reviendra plus tard dans le film afin de rappeler à quel point ce moment fut marquant pour les membres de l'équipe.

Pendant 105 minutes, le public est invité lui aussi à faire partie de l'équipage. Il faut cependant attendre plusieurs minutes avant de l'intégrer réellement. Les réelles présentations n'auront jamais lieu et, dans la première moitié du film, on laisse peu la parole à ceux qui ont tout laissé derrière eux pour embarquer sur le bateau.

C'est en les côtoyant qu'on prend conscience des difficultés que représente le voyage. Attendant que la glace se forme, ils ont dû rester à bord du bateau pendant deux mois, ne pouvant profiter, par surcroît, que de quatre heures d'ensoleillement par jour. Difficile pour le moral. Certains aimeraient parfois être ailleurs. L'un avec sa fille qui fête son anniversaire, l'autre avec son père qui se remet d'un accident cardiovasculaire.

Quelques aspects dérangent dans ce documentaire. La musique à la *Titanic*, entre autres, se fait parfois un peu trop tonitruante. Elle ne se contente plus de soutenir l'émotion, mais de l'amplifier d'une façon trop évidente. Même chose pour l'excès de poésie à laquelle s'adonne Jean Lemire dans sa narration. Sur papier, ce doit être merveilleux, mais en film, cela passe moins bien.

Le dernier continent est néanmoins un documentaire touchant qui comporte son lot d'émotions, de suspens – la scène de la tempête – et d'émerveillement. Même si la science n'est pas mise de l'avant, on comprend que l'Antarctique et sa faune ressentent durement les effets du réchauffement climatique. À voir la glace fondre au pôle Sud, on est bien content, après avoir vu le fim, de retourner chez soi en métro.

Le dernier continent, à l'affiche à Montréal
à partir du 21 décembre.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 22

MOCAD
MONTREAL COLLEGE OF ART AND DESIGN
COLLEGE D'ART ET DE DESIGN DE MONTREAL
Pour une carrière durable
SESSION DÉBUTANT LE
14 JANVIER 2008
DIPLÔMES EN:
ARCHITECTURE DURABLE
FORMATION INTENSIVE À TEMPS PLEIN (12 MOIS)
CONSERVATION ARCHITECTURALE
FORMATION INTENSIVE À TEMPS PLEIN (12 MOIS)
FORMAT:ONS PROFESS:ONNELLES EN:
AUTOCAD + SOLID WORKS + DESIGN DE SITE WEB
WWW.MOCAD.CA
INFO@MOCAD.CA
(514) 847-3636
3414 AVENUE DU PARC,
SUITE 221
METRO PLACE-DES-ARTS

RECHERCHE COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES
Oyez Oyez !
Vous êtes intéressés à collaborer à votre journal étudiant ?
Quartier Libre tient des réunions de production au local B-I274-6.
Aucune expérience requise.

Une formation d'avenir
L'INRS est une université qui offre un environnement valorisant et stimulant de recherche et de formation de 2e et de 3e cycle.
Découvrez nos programmes d'études
:: Biologie
:: Démographie
:: Études urbaines
:: Microbiologie appliquée
:: Pratiques de recherche et action publique
:: Sciences expérimentales de la santé
:: Sciences de l'eau
:: Sciences de l'énergie et des matériaux
:: Sciences de la terre
:: Virologie et immunologie
:: Télécommunications
Développez des expertises de pointe
:: Changements climatiques
:: Communications sans fil
:: Génie logiciel et télédétection
:: Gestion intégrée des ressources
:: Immunité, maladies infectieuses et cancer
:: Nanotechnologies et photonique
:: Phénomènes sociaux et gouvernance
:: Santé environnementale
:: Technologies et biotechnologies environnementales
:: Tendances économiques et démographiques
L'INRS accueille aussi des stagiaires postdoctoraux et des stagiaires de recherche.
Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique
Téléphone : 418 654-2500
Sans frais : 1 877 326-5762
www.inrs.ca

CULTURE

Exposition *Gigognes* au Cheval Blanc

DES MATRIOCHKAS AU MUR

Jusqu'au 22 décembre, des matriochkas russes envahissent les murs verts de la brasserie Le Cheval Blanc dans le cadre de *Gigognes*, une exposition de poupées en bois peintes par des artistes visuels de Montréal.

Sarrah OSAMA

L'organisatrice de l'exposition *Gigognes*, la peintre et bédéiste Gigi Perron, auteure de *Bandes d'humains* publié chez L'Oie de Cravan, a donné à chaque artiste participant la responsabilité de décorer cinq poupées gigognes vierges en bois. La seule consigne : peindre des personnages ou des bonhommes. « *Je ne voulais pas trop contrôler leurs œuvres, mais je ne voulais pas que les motifs soient trop abstraits* », raconte-t-elle. Elle montre le mur vert de la brasserie Le Cheval Blanc, au coin des rues Ontario et St-Hubert : « *Je vais installer une tablette à la hauteur des yeux pour que tous les visiteurs puissent admirer les poupées et la plus grosse poupée se retrouvera sur un plateau tournant.* » Quinze artistes montréalais du monde de la peinture, de l'illustration et de la bande dessinée participent au projet : Simon Bossé, Obom, Élaine Martin, Caro Caron, Richard Suicide, Siris, Gamache, Marc Leduc, Hélène Brosseau, Martin Richard, Élisabeth Gauthier, Stupid Bird, Annick Fontaine et Benoit Galipeau.

L'idée de l'exposition a germé chez Gigi Perron en achetant une poupée qu'elle souhaitait décorer. « *Et je n'allais pas en faire une exposition toute seule* », explique-t-elle. Elle contacte donc des collaborateurs d'une ancienne exposition. En 2006, pendant la période de Pâques, Gigi Perron avait organisé une exposition d'œufs peints : cinq artistes peignaient un œuf d'autruche et des œufs de poule. Cette fois, elle a élargi le cercle des participants. Selon elle, les poupées constituent une bonne idée pour des cadeaux de Noël.

PHOTO : OBOM

Les matriochkas peintes par Diane Obomsawin, alias Obom, seront présentées à l'exposition *Gigognes* aux côtés des poupées de quatorze autres artistes visuels.

MATRIOCHKA

Le mot *matriochka* est dérivé du prénom féminin russe matriona, traditionnellement associé à une femme russe de la campagne, corpulente et robuste. On parle aussi de poupée gigogne, en référence à la marionnette de la Mère Gigogne, qui représente une grande et forte femme entourée d'enfants.

Exposition *Gigognes*,
Brasserie Le Cheval Blanc,
809, rue Ontario Est, jusqu'au 22 décembre.

Lecture

CONTES VAUDOU

Marie-Michèle GIGUÈRE

Une vieille horloge que l'on n'aurait pas dû remettre en marche, une partie de chasse homme contre homme, d'étranges rituels dans un cimetière, une cérémonie insoutenable pour permettre à une belle étrangère de pouvoir marcher de nouveau… Avec *Treize nouvelles vaudou*, l'auteur haïtien Gary Victor visite les croyances de son pays d'origine dans la tradition des contes fantastiques, à la différence qu'en cette terre ensoleillée, l'univers occulte fait partie de la réalité. Fidèle à la tradition orale, l'auteur met en scène, dans la plupart des nouvelles, un narrateur et son interlocuteur : il fait ainsi écho à ces histoires effrayantes qui circulent de bouche à oreille. Pas question donc, pour les divers personnages, de douter de ces récits, même s'ils racontent l'histoire d'un homme capable de devenir animal ou d'une vieille dame se nourrissant du souffle des bébés.

Les allers-retours de Gary Victor entre Montréal et Port-au-Prince, les deux villes entre lesquelles il partage sa vie, trouvent écho dans ces *Treize nouvelles vaudou*, où le pragmatisme occidental se frotte aux croyances locales. Si les Occidentaux ne sont pas toujours finement dépeints – parfois arrogants, parfois un peu racistes – c'est la classe politique haïtienne qui est la plus souvent écorchée. La soif de pouvoir de certains et les ambitions despotiques des autres s'accommodent très bien des superstitions de la population…

Le plaisir que semble avoir pris l'auteur à nous effrayer avec ses récits vaudou est résolument réciproque : on se plait dans cet univers inquiétant et exotique. Un beau prétexte aussi, pour ceux qui ne connaissent pas l'auteur du *Diable dans un thé à la citronnelle* et de *À l'angle des rues parallèles*, de découvrir l'écrivain le plus lu d'Haïti.

Gary Victor, *Treize nouvelles vaudou*,
Édition Mémoire d'Encrier, 2007.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 23

Portes ouvertes à l'École nationale de cirque

SOUS LE CHAPITEAU LA MODERNITÉ

Le 24 novembre, l'École nationale de cirque ouvrait ses portes au public. À ceux qui croient qu'ils n'ont plus l'âge, cette prestigieuse institution montréalaise réserve quelques surprises : loin des tours de piste des éléphants et d'autres singeries, les chapiteaux d'aujourd'hui abritent un art en mouvement et en devenir.

Valérie **MANTEAU**

L'École nationale de cirque (ENC) est une institution mondialement réputée, autant pour la diversité de son programme de formation, que pour les infrastructures dont elle dispose et le nombre de ses étudiants internationaux. Le cirque d'aujourd'hui est pourtant mal connu, trop souvent considéré comme un spectacle pour enfants un peu répétitif, ou enfermé sous l'étiquette sacralisante du Cirque du Soleil. Ici, on est loin de l'image du cirque traditionnel avec clowns et animaux savants. Christophe Rousseau, directeur des communications de l'ENC, défend une approche résolument artistique de la pratique de la discipline. L'École recrute aussi bien de très jeunes candidats, avec une formation « cirque-études secondaires » dès l'âge de 9 ans, que des étudiants en études supérieures, pour devenir artistes de cirque ou formateurs.

On forme des artistes qui vont pouvoir interpréter des numéros, mais aussi qui auront une vision critique de leur art, une vision d'avant-garde

Christophe Rousseau
Directeur des communications de l'École nationale de cirque

DES ATHLÈTES ET DES ARTISTES

En rupture avec la tradition dynastique des cirques itinérants que l'on intégrait à condition d'être de la famille, « *une école d'État va chercher le talent où qu'il soit* », affirme Christophe Rousseau, qui constate, dans le monde du cirque, une démocratisation comparable à celle des études à l'université. Les étudiants viennent de familles diversifiées et ont des parcours de plus en plus éclectiques. Ils sont souvent des adeptes de sports acrobatiques, mais aussi des créatifs axés sur la part artistique du cirque d'aujourd'hui. Patrick Léonard, ancien étudiant de l'École et cofondateur de la compagnie Les 7 doigts de la main, incarne cet esprit d'ouverture. Titulaire d'un baccalauréat en chimie à l'Université de Montréal, il a travaillé pendant deux ans en entreprise avant de « *péter un câble* » et d'intégrer l'ENC à 24 ans, avec pour seul bagage, une certaine pratique du trampoline et un gros potentiel. Christophe Rousseau confirme cette politique : bien qu'une base de spécialisation soit requise, l'École est là pour former des « *athlètes et des artistes les plus polyvalents possible* ». Grâce à sa réputation d'exigence et de qualité, l'ENC est en mesure de placer un grand nombre de ses 140 étudiants dans des cirques d'envergure internationale à l'issue de leur formation. Ainsi, avant de fonder leur propre compagnie, Patrick Léonard et ses six camarades ont tous travaillé pour le Cirque du Soleil. Le cirque d'aujourd'hui est donc un milieu ouvert, où les créations se multiplient au gré des rencontres et des expériences, toujours mues par le désir d'aller plus loin dans le renouvellement artistique de ce spectacle séculaire. « *Le marché du cirque est très dynamique, c'est un art en devenir qui évolue beaucoup de nos jours* », confirme Christophe Rousseau.

PHOTO : VALÉRIE REMISE

Des étudiants de l'École nationale de cirque lors de leur dernier spectacle de fin d'année.

D'AVANT-GARDE

Selon lui, on assiste aujourd'hui à « *l'émergence d'une génération qui va proposer autre chose* ». Il suffit pour s'en assurer de consulter les productions des cirques québécois, qui révèlent une diversité et une modernité souvent ignorées des profanes. Ainsi, le Cirque Éloize propose sur une scène théâtrale un spectacle intense, interprété par seulement cinq artistes, actuellement en tournée en Europe. Autre exemple : le spectacle *Traces* présenté à la Tohu (la Cité des arts du cirque, à Montréal), à partir du 18 décembre. Il incarne une vision plus contemporaine et plus urbaine du cirque, à la frontière de la danse, du théâtre et de la musique, avec des artistes en vêtements de ville et une musique très actuelle. C'est la compagnie de Patrick Léonard, Les 7 doigts de la main, qui produit le spectacle. Selon lui, le renouvellement actuel est l'œuvre d'une génération d'artistes qui a bénéficié de l'ouverture artistique opérée par le Cirque du Soleil. Par la suite, certains, comme lui, ont voulu s'en détacher pour fonder un cirque « *plus accessible, pour qu'à la fin, les gens aient l'impression de nous connaître* ». Pour Christophe Rousseau, l'ENC a son rôle à jouer dans ce renouvellement des formes artistiques qui se joue aujourd'hui au cirque : « *on forme des artistes qui vont pouvoir interpréter des numéros, mais qui auront aussi une vision critique de leur art, une vision d'avant-garde, pour aller plus loin* ». Reconquérir un large public tout en maintenant l'exigence de qualité et d'audace artistique, c'est là un des principaux défis du cirque contemporain.

PHOTO : VALÉRIE REMISE

L'École nationale de cirque de Montréal se situe près de la Tohu, au 8181, 2e Avenue.

École nationale de cirque : www.enc.qc.ca

Traces, Les 7 Doigts de la main, à la Tohu du 18 au 31 décembre 2007.

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 24

RECHERCHE COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Oyez Oyez !

Vous êtes intéressés à collaborer à votre journal étudiant ? *Quartier Libre* tient des réunions de production au local B-I274-6.

Aucune expérience requise.

CULTURE

Chronique Internet
***Found Magazine*, le site web**

LES PETITS PAPIERS

Une fille écrit un mot d'amour, mais le jette avant de le donner. Quelqu'un d'autre le trouve, l'envoie à un site Internet et des milliers d'internautes commentent la chose, essayant de lui donner du sens. C'est un scénario que le site *Found Magazine* rend tout à fait possible.

Normand FORGUES-ROY

L'histoire commence en 2001 quand Davy Rothbart, un jeune homme du Michigan, trouve sur son pare-brise un message destiné à un autre. Étonné, il le montre alors à Jason Bitner, un ami. Les deux hommes réalisent l'intérêt de ces petits papiers quand leurs amis commencent à leur montrer des trouvailles. Photos, cartes postales, listes de choses à faire, petits dessins et petits mots prennent alors leur place dans le premier numéro du magazine *Found*, une revue-fanzine publiée une fois par année. À Montréal, on peut l'acheter, lorsqu'on est chanceux, chez Monastikari, au 5478 boulevard St-Laurent.

Pour donner plus d'informations sur le lancement du magazine, un site Internet a été créé, puis transformé : aujourd'hui, il est indépendant et affiche le papier du jour, qui ne sera pas publié dans le magazine. Par rapport au magazine, l'intérêt du site Internet est que tout internaute peut commenter ou interpréter le petit papier mis en ligne. Une section, *Hey! That's me !*, permet même à l'auteur du papier de s'exprimer. Quinze mille papiers trouvés sont envoyés à *Found* chaque année.

Jason Bitner, cofondateur de *Found*, explique que le premier magazine a été bricolé avec les trouvailles ramassées ici et là par les amis, la famille. Le site donne un peu cette impression sympathique d'un *scrapbook* avec des mots et des images, collées de part et d'autre. L'écriture manuscrite y côtoie le caractère imprimé, le *post-it* et la photo forment un ensemble hétéroclite qui donne envie d'y revenir, pour imaginer la vie des autres.

On aurait pu voir dans l'entreprise de *Found* un message politique, une façon de dénoncer le caractère impersonnel de notre société, le papier trouvé représentant un soudain intérêt pour son prochain. Toutefois, Jason Bitner nie : *« On a voulu garder ça le plus large possible sans tomber dans le commentaire politique, c'est simplement la célébration de ces choses qu'on laisse derrière nous. »*

www.foundmagazine.com

Musique

LES CHIENS

Le long sentier / une anthologie

(Audiogram)

Issu des cendres de Possession Simple, le trio rock Les Chiens est formé de Nicolas Jouannaut, de Marc Chartrain et surtout d'Éric Goulet, qui performe aussi sous le pseudonyme Monsieur Mono – et qui gagne sa vie en mettant son talent au service des autres (Vincent Vallières, WD-40, André). Cette anthologie célèbre le 10e anniversaire d'un groupe trop méconnu. Dix ans à longer l'industrie musicale dans un sentier marginal sans jamais faire de concessions, pour conserver sa liberté artistique.

Treize chansons tirées quasi exclusivement des trois derniers albums ont été compilées pour cette anthologie, auxquelles ont été ajoutées deux inédites. Six pièces proviennent de l'album *Debout*, sorti en 2003. Cela donne une bonne idée du son des Chiens : un rock frappant, texturé et en français. Ils se font chiens enragés sur « D'un seul coup », et « Je sais que tu m'aimes », une nouvelle chanson. Et un peu plus dociles sur « La Vénus du Mile-End » et « Du noir au jaune ». Le disque témoigne aussi du côté plus planant de la formation avec « La Nuit dérobée » et « Debout ».

L'an dernier, on a reconnu l'importance d'Éric Goulet aux Francofolies dans la musique québécoise en soulignant ses vingt ans de carrière. Avec la visibilité qu'un passage chez Audiogram peut entraîner, espérons que nous soyons plus nombreux à apprivoiser ce sixième album des Chiens. **(Nicholas LAVALLÉE)**

GORILLAZ

D-Sides

(Parlophone)

Suivant la tradition établie avec *G-Sides*, Gorillaz présente *D-Sides*, un nouvel album double de raretés et de remix, dans la foulée de l'excellent *Demon Days* de 2005. Le premier disque, composé de pistes rares et inédites, reste fidèle au côté souvent expérimental des *b-sides* du groupe. Musicalement ambitieuses, mais souvent trop dépouillées, les chansons originales ont des airs de maquettes inachevées, présentées pêle-mêle, ce qui donne à l'ensemble un aspect brouillon. Quelques titres ressortent du lot malgré tout : « Hong Kong », sur fond de piano et de cithare, est chantée avec douceur et conviction par Damon Albarn, et la version démo de « Don't Get Lost in Heaven » remplace les chœurs angéliques et les claviers *soft* de l'originale par de la guitare acoustique et du banjo, transformant une ballade compétente en un morceau de rock accrocheur. Le second disque, regroupant les remix, donne un peu plus d'uniformité au projet, mais malgré la qualité et la variété de ces nouvelles versions des titres de *Demon Days*, on finit par se demander si trois mix différents de « Kids with Guns » ou de « Dare » sont vraiment nécessaires. En bout de ligne, *D-Sides* présente les mêmes lacunes que la plupart des albums de son genre : des retours intéressants à d'anciennes chansons, mais peu de matériel original qui pourrait en faire un indispensable. Peu importe, les fans dévoués de la formation voudront sans doute se le procurer, histoire de s'offrir quelque chose en attendant la sortie du prochain disque.

(Pascal ÉMOND)

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 25

Le Café Chaos menace de fermer ses portes

GÉRER LE CHAOS

Après de nombreux écueils au cours de ses 12 premières années d'existence, le Café Chaos, un bar de la rue St-Denis dédié à la relève musicale montréalaise, menace de fermer ses portes. Portrait d'une coopérative de travail en crise.

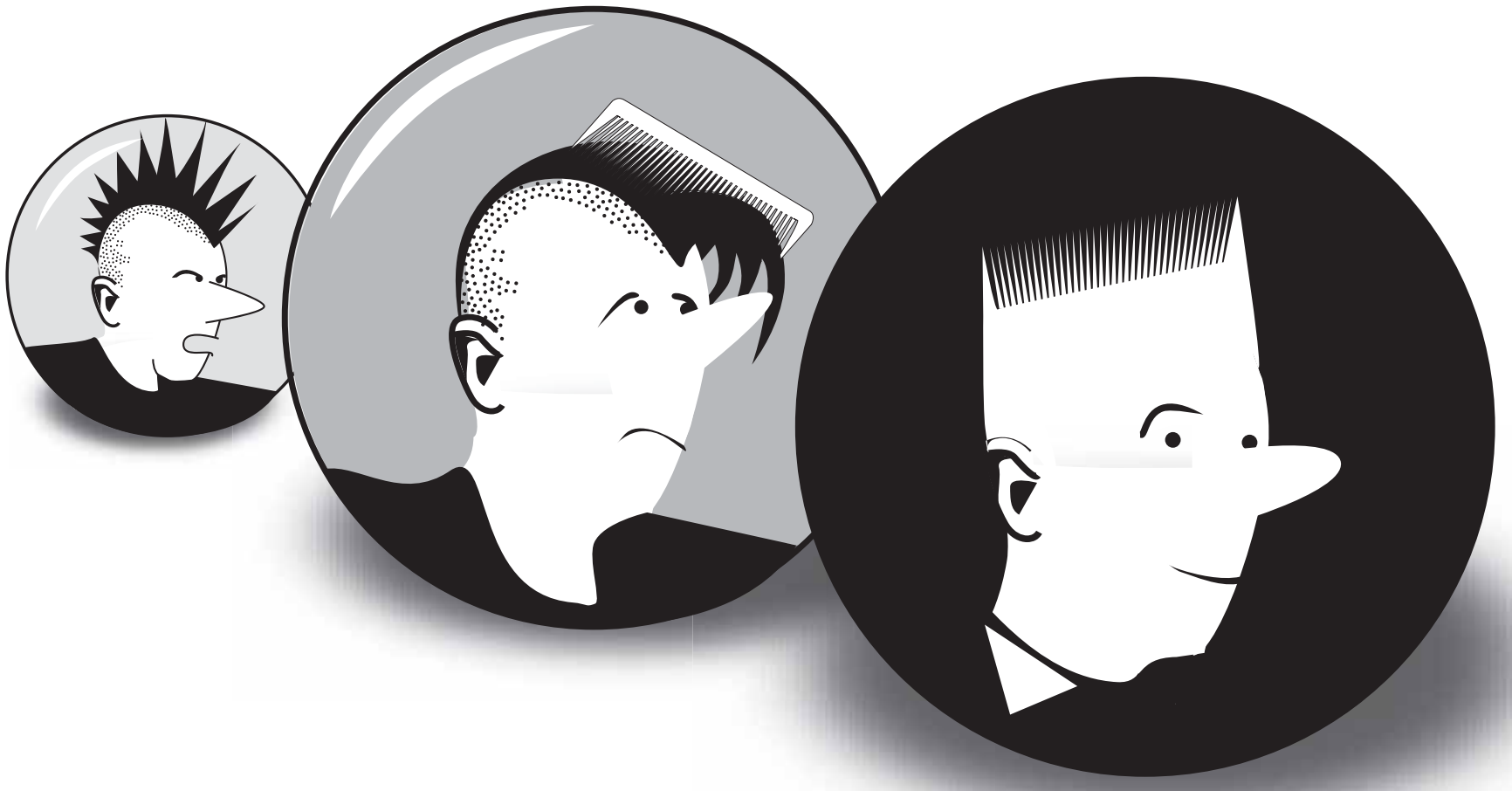


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Katerine VEREBÉLY

Lors de sa fondation en 1995, la Coopérative des travailleuses et travailleurs du Café Chaos se donnait deux principaux mandats : offrir du travail à ses futurs membres qui étaient alors au chômage et devenir un lieu de diffusion incontournable pour la relève musicale de la scène alternative montréalaise. Or, défendre la culture émergente ne semble pas être très rentable. Depuis juillet 2006, les employés ne reçoivent aucun salaire, ne vivant que de pourboires et d'espoir.

Selon son président et coordonnateur, Rick Zaidi, « *la loi anti-tabac fait très mal au Café Chaos* ». Et comme un malheur n'arrive jamais seul, c'est à peu près au même moment qu'une autre coopérative de travail se dévouant exclusivement à la musique punk commence ses activités : le bar Les Katacombes, au coin des rues St-Laurent et Ste-Catherine. Murielle Vézinet-Rochette, une ancienne employée et actuellement membre du conseil d'administration du Café Chaos n'est pas tout à fait d'accord : « *Ça allait mal avant la loi anti-tabac. Tous les bars en ont souffert.* » Elle attribue plutôt les déboires actuels à un problème de gestion : « *Quand on fait de l'auto-gestion, il faut apprendre à déléguer et mettre des personnes compétentes aux postes importants.* » Selon elle, les mauvaises conditions de travail entraînent un grand roulement de personnel. Il faut donc continuellement former de nouveaux employés, ce qui nuit à l'efficacité de l'entreprise.

Un bar qui se consacre à la relève musicale peut-il être rentable ? Oui, répond sans hésiter Murielle Vézinet-Rochette, ayant elle-même travaillé comme serveuse et responsable des concerts au Café Chaos pendant plusieurs années. « *Il suffit de bien gérer le bar et la salle de spectacle. Les revenus du bar amortissent les dépenses quand la salle de spectacle est un peu plus vide, et il faut aussi prévoir des groupes plus connus pour gérer d'autres revenus.* » En résumé, on ne s'improvise pas gestionnaire. Le coordonnateur actuel le reconnaît : les membres de la coopérative ont beaucoup de bonne volonté, mais ils ont très peu d'expérience en gestion. Et le prix de leur apprentissage est élevé. « *Notre plus gros problème présentement, c'est la dette envers Revenu Québec. Ils nous mettent pas mal de pression* », avoue Rick Zaidi. Il rêve donc d'une subvention de la Corporation et Développement Économique et Communautaire (CDEC) pour lui permettre de souffler un peu.

Depuis juillet 2006, les employés ne reçoivent aucun salaire, ne vivant que de pourboires et d'espoir

PROBLÈME D'IMAGE

Le jeune président espère surtout une plus grande mobilisation de la communauté musicale. En effet, les Cowboys Fringants, Xavier Caféine, Mononc'Serge, WD-40 et de nombreux autres artistes ont fait leurs premières armes au Café Chaos, souvent devant une salle presque vide. « *Maintenant, on a besoin d'eux !* », lance-t-il en faisant référence à un appel à tous lancé sur le site du bar. Les artistes sont invités à s'inscrire pour organiser ou participer à une soirée bénéfice pour aider le Café Chaos.

D'après son président, le Café souffre d'un problème d'image. « *Je voudrais que l'image négative associée au punk s'efface de la tête des gens, et que le public vienne découvrir le nouveau visage du Café Chaos* ». Quel est ce nouveau visage ? « *On est un des seuls bars où tu peux trouver des fans de punk, de hip-hop, de rock… et parfois tous assis à la même table ! On veut être un bar culturel, ouvert à tous, à tous les événements* ». Murielle Vézinet-Rochette est d'accord : « *La force du Café Chaos, c'est sa mission d'être un tremplin pour la relève* ».

Ce n'est pas la première crise que traverse le Café Chaos. Après toutes ces années, la confiance et la détermination des entrepreneurs semblent inébranlables. « *Il y a un fort sentiment d'appartenance, c'est ce qui fait que la place est encore ouverte pour l'instant. Sans ça, ça ne roulerait pas* », affirme Murielle Vézinet-Rochette. Pour sa part, Rick Zaidi n'a que de bons mots pour les habitués de l'endroit : « *Les clients sont fantastiques. Il y en a même qui restent à la fermeture pour nous donner un coup de main et faire du ménage.* » Le ton de sa voix devient plus triste quand vient le moment de conclure : « *On ne sait pas combien de temps on va tenir. Cela va dépendre du soutien du public et de l'industrie. On y va un mois à la fois* ». À suivre.

Café Chaos, 2031 Saint-Denis
www.cafechaos.qc.ca

COURRIER DES LECTEURS :

Réagissez aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Ecrivez à : info@quartierlibre.ca

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 26

CULTURE

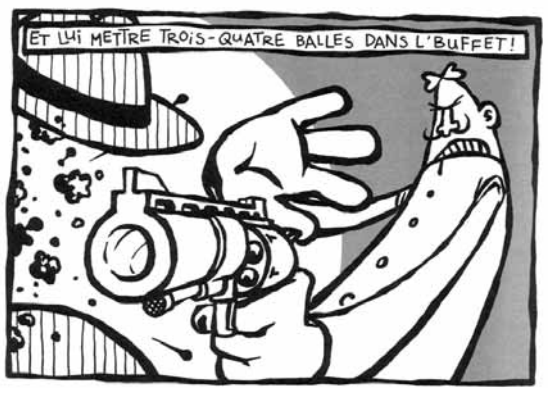
Bande dessinée

BARBIER TIMBRÉ

Julie DELPORTE

Sur un texte de son ami Philippe Girard (qui oublie ses voyelles quand il signe Phlppgrrd), Leif Tande publie *Danger Public*, son troisième livre chez La Pastèque, en même temps que *Le canard et le loup*, un conte pour « *enfant dégourdi ou adulte attardé* », comme il l'indique sur son blogue. Alors que ce duo d'animaux constitue le premier ouvrage de Pamplemousse, une collection jeunesse de l'éditeur cité plus haut, *Danger Public* est l'histoire sombre d'un barbier timbré aux idées... dangereuses. Une histoire que l'on lirait difficilement à ses marmots avant qu'ils ne s'endorment. Planté les mains croisées dans le dos « *devant la vitrine et tous ces miroirs* », le barbier finement moustachu passe de longues heures à attendre. « *C'est que, à la longue, ça use de rester seul à réfléchir, on finit par avoir des idées* ». Monologue introspectif et ambitieux, le polar mis en scène dans *Danger Public* n'a lieu que dans la tête de son narrateur. En 80 pages, ce barbier qui n'a pas peur du sang aura dégommé une dizaine de personnes, quitté sa femme, s'en sera trouvé une autre, aura vendu son affaire et gagné une autre ville. Sans quitter sa boutique.

« *Phil m'a dit qu'il avait écrit ça expressément pour moi, il y a jadis naguère*, raconte le dessinateur québécois Leif Tande, avec un humour décalé qu'il manie sans manières. *Paraît-il qu'à ce moment-là, j'avais outrageusement snobbé le texte, étant jeune et pédant comme je le fus. Déçu et amer, Phil aurait alors soumis le texte à un concours littéraire (Pulitzer ou Goncourt, j'oublie...) qu'il a gagné haut la main. Aujourd'hui, alors que Phil est désormais un romancier célèbre (...) et que moi je croupis stagneusement dans l'indifférence la plus totale, j'ai décidé d'utiliser (...) honteusement son nom comme faire-valoir et argument de vente !* »



À la demande de son éditeur, l'auteur a supprimé trois des planches originales de *Danger Public* avant publication, mais prévoit peut-être d'en faire un supplément pirate.

Habitué à jouer avec les formes, comme dans *Morlac*, une bande dessinée muette dont les cases se lisent dans un ordre ingénieux mais difficile à décrire, Leif Tande signe avec *Danger Public* une oeuvre linéaire et d'aspect plus classique. Les points de vue sont cependant savamment travaillés : intérieur et extérieur de la vitrine, vue du plafond, vue du plancher. Ils s'alternent avec un rythme tout aussi parfait que celui du texte de Philippe Girard. Le scénario est bien léché et bien ficelé, à l'image du dessin de Leif Tande, à la fois fou et épuré. Des sourcils exagérément froncés, un gros nez, des dents qui rayent le parquet ou encore une cicatrice : il use des détails comme des icônes de son style. Celui qui a participé à la série *Le Poulpe* et qui était membre actif du fanzine *Tabasko !* prouve qu'il sait très bien mettre sa maîtrise du langage BD au service des mots d'un autre. Une collaboration ludique et efficace.

Danger Public, Leif Tande et Phlppgrrd, La Pastèque.

Théâtre

COÏT INTERROMPU

Rachelle McDUFF

Deux des trois protagonistes, s'appuyant sur des fiches de lecture et sur un projecteur d'images, discourent pendant une dizaine de minutes sur le multiculturalisme et l'identité nationale, sur un fond de cours de géopolique et d'histoire du Québec et de la Roumanie. C'est par cet étrange préambule, un peu lassant, que commence le spectacle que l'on s'apprête à voir : *Le père Léonida et la création* de l'auteur roumain Ion Luca Caragiale. Ce douteux prologue fait état de « *la "spécificité" de la culture roumaine et de "l'immersion"* [des comédiens] *dans cette culture, nécessaire à la compréhension d'un univers "étranger" sous tous les aspects à celui auquel ils appartiennent* ». Une introduction trop didactique qui pourrait s'expliquer peut-être par le mandat « *axé sur la promotion des pratiques artistiques interculturelles* » du MAI (Montréal, arts interculturels), où la pièce est présentée.

La distribution n'est composée que d'acteurs masculins dont deux – Érick Tremblay et Costa Tovarnisky – jouent avec justesse des rôles de femme. Comme il se faisait autrefois, à l'époque où la gente féminine ne pouvait monter sur les planches. Thomas Perreault, qui incarne Léonida, réussit à nous faire rire par son habile et dynamique gestuelle, particulièrement dans la scène où son personnage fuit sa femme, désireuse de s'étendre dans le lit avec son mari qu'elle surnomme amoureusement son « poulet ». Le masque utilisé dans la *commedia dell'Arte* pour caricaturer grossièrement des visages donne l'illusion qu'il y a vraiment des femmes sur scène.

Fidèle au principe de caricature populaire propre à la *commedia dell'Arte*, la pièce traite d'une révolution qui se prépare en Roumanie, à la fin du 19e siècle en usant d'humour, une arme efficace pour faire passer les messages militants lorsque le climat politique ne le permet pas autrement. *Le père Léonida et la création*, c'est l'histoire d'un petit bourgeois à la retraite qui s'époumone en expliquant à sa femme les notions de république, d'indépendance et d'affirmation nationale tout en lui faisant la lecture d'un journal libéral roumain. Ils sont surpris par des coups de feu tirés pendant la nuit par des fêtards. Obnubilés par les idées véhiculées dans la presse, ils fabulent sur une possible révolution nationale et se barricadent chez eux dans le but éventuel de quitter la ville le plus tôt possible. Au petit matin, la femme de ménage leur dévoile qu'ils ont dramatisé la situation et ils retournent donc à leur train-train quotidien en blâmant les journaux qui jouent avec les nerfs des gens.

Un spectacle plus qu'une pièce de théâtre. Voilà ce qui définit l'ensemble de la performance qui se déroulait sous mes yeux avant d'être interrompu 20 minutes avant la fin par une agaçante coupure de courant dans le quartier où se situe le MAI. Ce sera donc au spectateur de donner son verdict sur l'ensemble de la mise en scène de Cristina Iovita, roumaine d'origine, ce que cette chronique ne peut faire pour l'instant.

Le père Léonida et la création
jusqu'au 15 décembre,
au MAI (3680, rue Jeanne-Mance).

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 27

Paresse

pascalgirard.blogspot.com

pascal

Un grand de ce monde: le Père Noël

Perdus sur l'île déserte

par Martin Vidberg

_QLvol15no8.qxd 12/5/07 11:12 AM Page 28

Objectif 2007-2008 : 225 paniers de Noël et collecte de 60 000 $

Pour donner

- **Pour donner son temps :** des bénévoles sont recherchés pour toutes les étapes de la collecte et de la distribution. Le formulaire d'inscription est disponible au www.serdahc.umontreal.ca/paniers_noel/aider.htm.
- **Pour déposer ses dons :** à toutes les régies des pavillons, ainsi que les facultés, départements et services participants.
- **Pour acheminer les dons monétaires :** faire parvenir l'argent en espèces ou les chèques par courrier interne, libellés à :

  Université de Montréal – Paniers de Noël
  a/s Alain Vienneau
  Services aux étudiants / Action humanitaire et communautaire
  Pavillon J.-A.-DeSève

* Un reçu pour impôts sera émis pour les montants de 20 $ et plus.

Pour recevoir

Les paniers de Noël sont distribués aux étudiants dans le besoin de l'U de M. Les formulaires d'inscription pour recevoir un panier de Noël sont disponibles aux endroits suivants :

- Action humanitaire et communautaire NOUVEAU LOCAL
  Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-2375
- Comptoirs multiservices de la FAÉCUM
- Bureau de l'aide financière
  2332, boul. Édouard-Montpetit, local A-4302
- À l'accueil du Pavillon J.-A.-DeSève, rez-de-chaussée
- À l'adresse Web : www.serdahc.umontreal.ca/ paniers_noel/ recevoir.htm

Les formulaires dûment remplis doivent être retournés avant le **vendredi 3 décembre 2007**.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*